



Rapport Annuel 2012



BICICI
GROUPE BNP PARIBAS

| La banque d'un monde qui change

LA BICICI EN CÔTE D'IVOIRE*

521

Employés

39

Milliards de fonds propres

35

Points de vente

51

Ans en Côte d'Ivoire

HEU 2013-06-03 16:45

(*) Ces chiffres sont à la date du 30 avril 2013

RAPPORT ANNUEL 2012

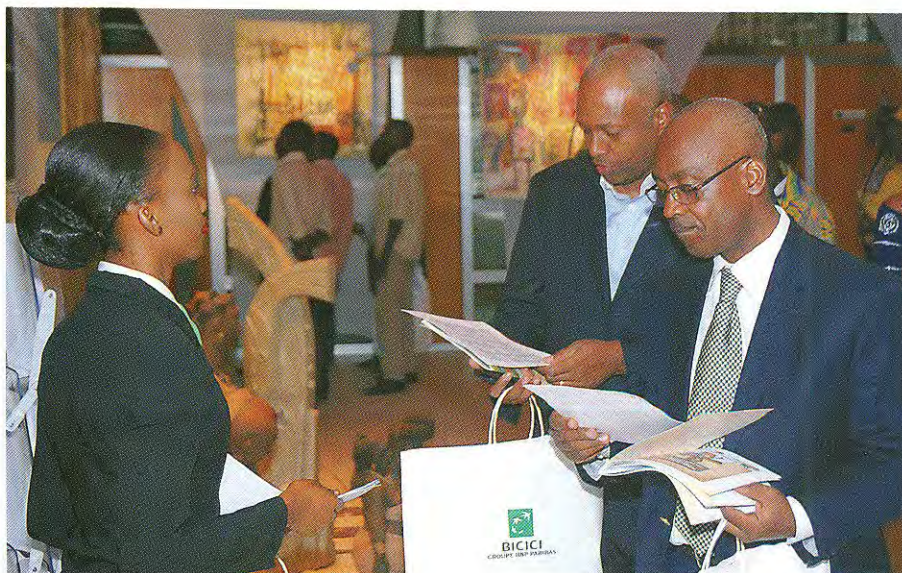
SOMMAIRE

LA BICICI EN ACTION.....	4
LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.....	6
LE COMITÉ EXÉCUTIF.....	7
LES CHIFFRES CLÉS.....	8
RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE.....	10
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES.....	22
RÉSOLUTIONS.....	28
DONNÉES FINANCIÈRES.....	31
INFORMATIONS DIVERSES.....	36
LES RESPONSABLES MÉTIERS.....	41
LES ANNEXES 2012.....	44

LA BICICI EN ACTION

BICICI, AMIE DES ARTS 2012

En soutenant les arts visuels, la BICICI aide à replacer la créativité et la libre expression au cœur du processus de développement



LA BICICI EN ACTION



L'ÉMOI DU JAZZ BY BICICI

L'Émoi du Jazz by Bicici, est devenu un des moments forts de la scène musicale de Côte d'Ivoire à travers des rencontres artistiques de grande intensité, où s'illustrent des musiciens et interprètes de jazz de renom.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION



Fabien RIGUET et Seydou Elimane DIARRA

Seydou Elimane DIARRA

Président du Conseil
d'Administration

Jacques-Henri WAHL

Conseiller du Président
du Groupe BNP Paribas
Administrateur

Jean-François FICHAUX

Responsable Afrique Océan Indien
BNP Paribas
Administrateur

Jean Christophe DURAND

Administrateur

François BENAROYA

Administrateur

Fabien RIGUET

Administrateur-Directeur Général

Pathé DIONE

Administrateur

Gérard MANGOUA

Administrateur

Philippe SECHAUD

Administrateur

BNP PARIBAS/BDDI Participations

Représentée par Jean-Paul PICOT
Adjoint au Responsable Afrique
Océan Indien de BNP Paribas
Administrateur

PROPARCO

Représentée par Julien LEFILLEUR
Représentant Régional
Afrique de l'Ouest
Administrateur

UA VIE

Représenté par Mohamed BAH

LE COMITÉ EXÉCUTIF



Fabien RIGUET

Administrateur - Directeur Général



Yao KOUASSI

Directeur Général Adjoint



Kadiatou SISSOKO

Directeur des Ressources Humaines



Denis RUBRICE

Secrétaire Général



Samir MEZINE

Directeur de la Clientèle Entreprises et Institutionnels



Eric N'KOUMO MOBIO

Directeur de la Clientèle des Particuliers et Professionnels



Nina FADIGA

Directeur de la Conformité



Abou FADIGA

Directeur Juridique et Fiscal



Siguetcho KIGNAMAN-SORO

Directeur de l'Audit



Nzakirizou Nina Raissa KOUACOU

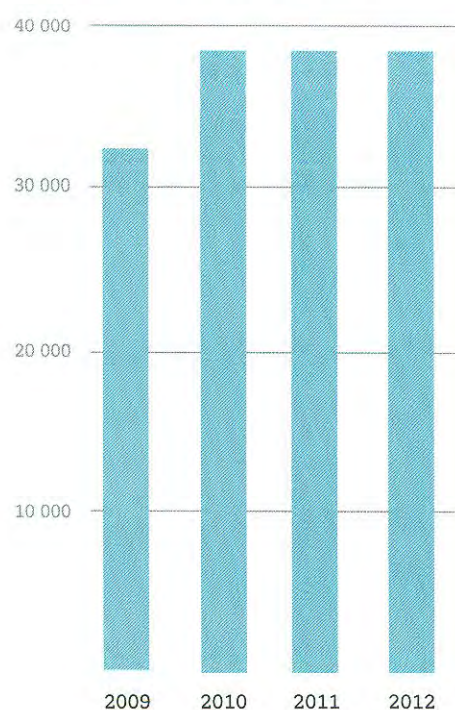
Directeur du Département Études, Stratégie et Marketing

LES CHIFFRES CLÉS

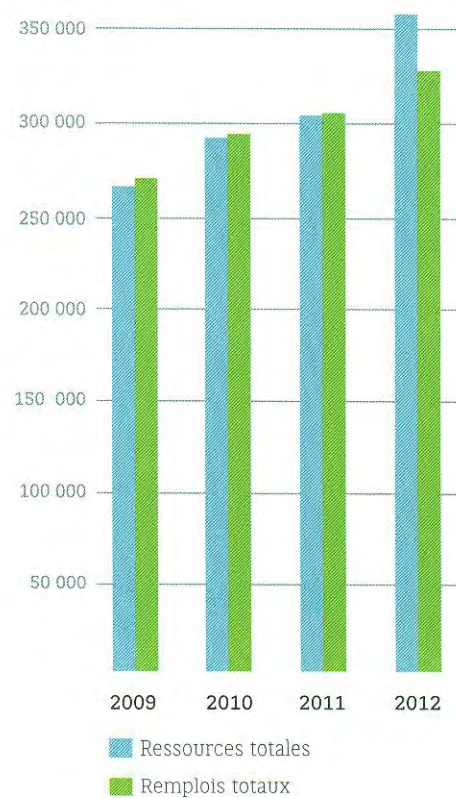
MOYENS (En millions de F. CFA)	31/12/09	31/12/10	31/12/11	31/12/12
Fonds propres bruts	32 190	38 705	38 332	38 749
Effectifs	515	515	490	496
Nombre de sièges	31	31	31	34
Dont fermées	4	4	8	2
ACTIVITÉ (En millions de F. CFA)	31/12/09	31/12/10	31/12/11	31/12/12
Total du Bilan	322 767	362 673	383 099	414 982
Ressources totales	256 621	293 572	314 371	359 571
- dont Dépôts de la Clientèle	254 849	292 018	309 206	353 956
Remplois totaux	265 925	295 349	317 156	326 211
- dont Crédits à la Clientèle	200 318	220 976	212 316	232 414
- Créances sur l'Etat (obligations - crédits CMT)	18 788	23 264	21 594	38 051
RÉSULTATS (En millions de F. CFA)	31/12/09	31/12/10	31/12/11	31/12/12
Produit Net Bancaire	28 203	28 438	25 441	26 905
- Marge nette d'intérêts (VAC)	16 510	16 757	16 601	16 146
- Commissions Nettes et Divers	11 693	11 680	8 840	10 759
Frais de Gestion totaux	19 569	19 452	20 384	20 795
- Frais Généraux d'exploitation	17 693	17 466	18 126	18 503
- Amortissements	1 876	1 986	2 258	2 292
Résultat Brut d'Exploitation	8 634	8 986	5 057	6 110
Résultat Net	9 596	800	2 254	5 234
RATIOS	31/12/09	31/12/10	31/12/11	31/12/12
Ratio de solvabilité (FP / Risques)	12,4 %	13,5 %	14,1 %	15 % (*)
- Fonds Propres Effectifs	31 659	36 267	36 398	20 516
- Total Risques Pondérés	255 230	269 571	258 803	249 444
Coefficient de Liquidité	89,0 %	94,0 %	104,0 %	87,4 %
Coefficient de couverture des emplois à MLT par des ressources stables	78 %	88 %	81 %	61 % (*)
Structure du Produit Net Bancaire	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %
- Marge Nette d'Intérêts	58,5 %	58,9 %	65,3 %	60,0 %
- Commissions Nettes et Divers	41,5 %	41,1 %	34,7 %	40,0 %
Rentabilité				
- Coefficient d'Exploitation	69,4 %	68,4 %	80,1 %	77,3 %
- Rentabilité des Capitaux Propres	29,8 %	2,1 %	6,9 %	15,7 %
- Résultat Net par Action	5 757	480	1 353	3 141

(*) Les coefficients de solvabilité et de transformation ne tiennent pas compte des provisions demandées dans le cadre de la dernière mission de la commission bancaire. La Banque est toujours en discussion pour lever ces recommandations. Tenant compte de ces provisions, ils s'établiraient respectivement à 8,2 % pour un minimum réglementaire de 8 % et à 48 % pour une norme plancher de 50 % en vigueur depuis le 01 janvier 2013.

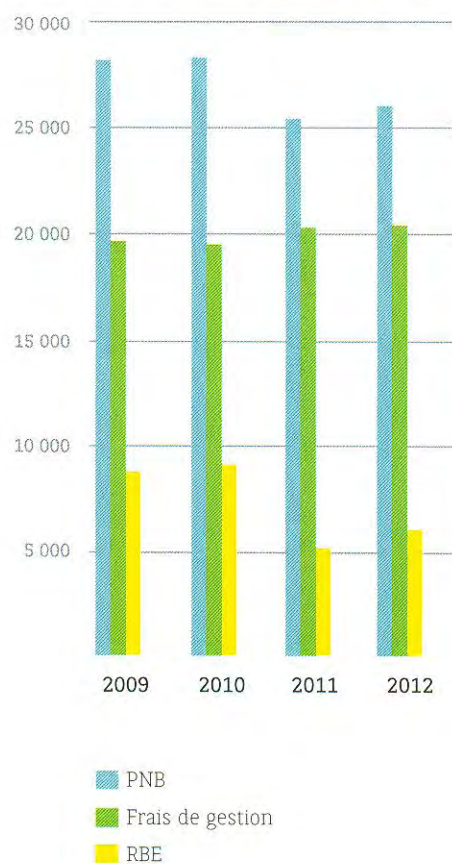
Fonds propres bruts



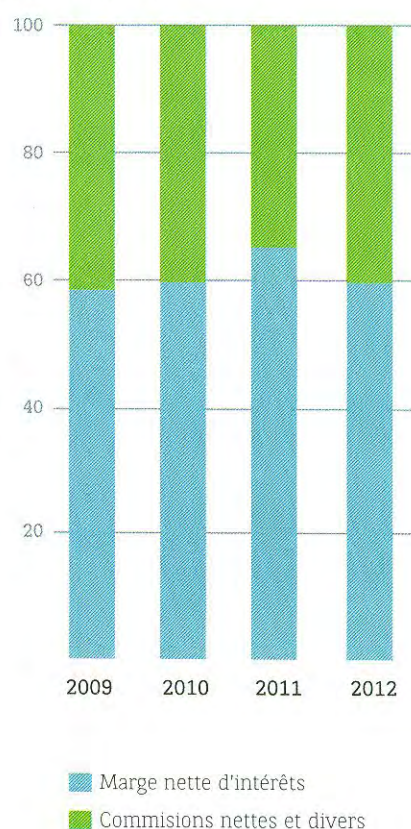
Activité



PNB - Frais de gestion - RBE



Frais de gestion du produit net bancaire



RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE



Accueil



BICICI
GROUPE BNP PARIBAS

L'ÉCONOMIE MONDIALE

L'économie mondiale a continué de ralentir en 2012. Le taux de croissance s'est ainsi situé à 3,2 % contre 3,8 % en 2011. Les pays émergents ont été le principal soutien à cette croissance. A l'inverse l'Europe est restée la zone la plus fragile avec une économie qui a continué de se contracter fortement. Même si *l'économie américaine a montré une certaine résilience, elle n'est pas encore redevenue la véritable locomotive de l'économie mondiale*. Cette dernière devrait néanmoins retrouver un peu plus de dynamisme en 2013 avec une croissance estimée de 3,5 %

Aux États-Unis, la croissance du PIB s'est accélérée passant de 1,8 % en 2011 à 2,3 %. Les conditions favorables sur les marchés financiers, la stabilisation du marché de l'immobilier expliquent grandement cette accélération accompagnée cependant par une faible création d'emplois. La Réserve Fédérale n'a pas lésiné à soutenir l'économie nationale par une politique de taux accommodante. Ainsi, le crédit privé, un des principaux moteurs de la consommation aux États-Unis a donc continué de progresser. En 2013, la croissance économique devrait se situer aux environs de 2 % mais toujours insuffisante pour réduire durablement le chômage. Par ailleurs, la difficulté à trouver un compromis dans les discussions entre démocrates et républicains sur les questions budgétaires reste un facteur de fragilité à une véritable reprise.



L'exercice 2012 a été marqué par un nouveau ralentissement de la croissance économique mondiale principalement en raison des difficultés en Europe. A l'inverse, après une année 2011 difficile en raison des conséquences de la crise post électorale, l'économie ivoirienne a retrouvé le chemin de la croissance



Dans la zone euro, le ralentissement de l'économie s'est amplifié. Le taux de croissance est ainsi passé de 1,6 % en 2011 à - 0,4 % en 2012. La crise de la dette souveraine, les politiques budgétaires restrictives mises en place par les différents états pour se désendetter et les actions d'assainissement des bilans des principales banques de la zone limitant la distribution de crédits sont les principales causes de cette tendance. Les incertitudes sur les pays du sud de l'Europe restent d'actualité et continueront de peser sur l'activité économique. Dans ces conditions, la croissance dans la zone euro devrait au mieux être étale en 2013. Le FMI prévoit cependant une récession de 0,2 %.

Dans les **pays émergents** et les **pays en développement** impactés par la faiblesse de la demande des pays occidentaux, la croissance a également ralenti passant de 6,2 % en 2011 à 5,1 % en 2012. Les prévisions moyennes en 2013 misent sur une légère accélération de la croissance à 5,5 %.

A l'instar de 2011, **la Chine** a continué de tirer la croissance mondiale en 2012. Toutefois, le dynamisme de l'activité économique a ralenti passant de 9,2 % en 2011 à 7,8 % en raison d'un resserrement du crédit en réaction aux risques d'une bulle immobilière, d'une diminution de l'investissement public et d'un fléchissement de la demande extérieure. Pour 2013, les prévisions tablent sur une croissance en accélération à 8,2 %.

CROISSANCE ET PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

en %	2009	2010	2011	2012	2013 (p)
Production mondiale	-0,8	5,2	3,8	3,2	3,5
Economies avancées	-3,2	3,2	1,6	1,3	1,4
États-Unis	-2,5	3,0	1,8	2,3	2,0
Zone euro	-3,9	1,9	1,6	-0,4	-0,2
Japon	-5,3	4,4	-0,9	2,0	1,2
Royaume-Uni	-4,8	2,1	0,9	-0,2	1,0
Canada	-2,6	3,2	2,3	2,0	1,8
Autres pays avancés	-1,3	5,8	3,3	1,9	2,7
Pays émergents et en développement	2,1	7,3	6,2	5,1	5,5
Russie	-9,0	4,0	4,1	3,6	3,7
Chine	8,7	10,4	9,2	7,8	8,2
Inde	5,7	9,9	7,4	4,5	5,9
Brésil	-0,4	7,5	2,9	1,0	3,5
Afrique du Sud	-	2,9	3,1	2,3	2,8
Afrique subsaharienne	1,6	5,3	4,9	4,8	5,8

Source : FMI

LA ZONE UEMOA

Après avoir connu une croissance limitée de 1,2 % en 2011, l'activité au sein de l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) a rebondi à 5,8 % en 2012 tirée par la stabilisation de la situation ivoirienne. L'essor du secteur minier, l'augmentation de la production agricole, notamment vivrière, et le dynamisme du BTP – Infrastructures ont contribué à cette solide accélération de l'activité économique de la sous région. Parallèlement, l'inflation est restée contenue autour de 2,3 % en 2012. Pour 2013, les perspectives restent positives et la croissance économique devrait se situer aux environs de 6,5%. Ces prévisions restent néanmoins dépendantes de l'évolution, entre autres, de la situation sécuritaire au Mali et dans la sous région.

LA CÔTE D'IVOIRE

Après avoir connu une année 2011 difficile en raison de la crise postélectorale, l'économie ivoirienne a su rapidement rebondir affichant une croissance de son PIB de 8,6 % en 2012 contre une baisse de 5,8 % l'année précédente.

La croissance de la production dans le **secteur primaire** a cependant ralenti passant de 1,7 % en 2011 à 0,7 %. Ce moindre dynamisme est essentiellement la conséquence des baisses constatées dans les productions de Cacao (1 433 T vs 1 481 T en 2011) et d'huile de palme (418 T vs 540 T en 2011). A l'inverse, les productions de café (121 T vs 22 en 2011) et d'or (+ 29 %) ont affiché une belle évolution. Concomitamment, la production de gaz a également connu une importante accélération passant de 1631,8 millions de m3 en 2011 à 1779,9 millions de m3 traduisant la normalisation de la situation sécuritaire et les importants investissements passés dans le secteur de l'énergie électrique traditionnellement forte consommatrice de gaz.

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES

Les secteurs secondaires et tertiaires ont fortement bénéficié des mesures de relance économique du gouvernement. La production a ainsi respectivement cru de 14,8 % et de 14,1 % en 2012. Les segments du BTP et des dérivés du pétrole ont connu des croissances de respectivement 33 % et 31 %.

Tirées par une consommation finale en hausse de 8,1 %, les importations de biens ont fortement augmenté de 45,8 % illustrant également la reconstitution des stocks des entreprises.

CONTRIBUTIONS SECTORIELLES À LA CROISSANCE DU PIB (2009-2012)

Taux de croissance %	2009	2010	2011	2012	2013 (p)
PIB Total	3,8	2,4	-5,8	8,6	9,0
Secteur primaire	-1,1	6,4	1,7	0,7	4,7
Secteur secondaire	1,5	4,7	-9,7	14,8	12,1
Secteur tertiaire	5,0	2,7	-12,7	14,1	12,9
Consommation finale	0,5	5,1	-5,5	8,1	8,0
Exportations de biens	11,4	10,0	-3,2	7,5	10,5
Importations de biens	5,9	9,4	-8,6	45,8	18,8

Source : Ministère de l'Economie et des Finances

ÉVOLUTION DES PRODUITS DU SECTEUR PRIMAIRE DE 2009 À 2012

Productions (en milliers de tonnes)	2009	2010	2011	2012	2013 (p)
Café	144,7	93,8	22	121	90,0
Cacao	1 304,5	1 301,7	1 480,5	1 433	1 402,0
Bananes	289,6	271,1	263,1	377	380,3
Coton graine	140,6	185,3	216	288	286,2
Huiles de palme	340,7	450	540	418	429,0
Sucre	168,4	187	238,6	193	213,3
Caoutchouc	226	211,5	205,1	256	274,5
Anacarde	340	313,7	257	410	480,7
Pétrole (milliers de barils)	18 742	10 751,1	9 359,6	10 770,3	10 680,2
Gaz (millions de m3)	1 450	1 665,8	1 631,8	1 779,9	1 717,8
Or (Kilogramme)	7 054,9	3 680,3	9 422,1	12 164,1	20 109,6

Source : Ministère de l'Economie et des Finances/DGE

Avec l'atteinte du point d'achèvement du programme PPTE en juin 2012, la Côte d'Ivoire retrouve petit à petit de nouvelles marges budgétaires. En effet, l'annulation de dettes consenties dans le passé a permis de réduire l'endettement de global de 68,7 % à 35,9 % du PIB.

Ainsi, contrairement au précédent exercice, le **budget en 2012** enregistre un solde négatif de 125 milliards de FCFA dû à une hausse significative des **dépenses** (+ 11,2 %)

La forte croissance des dépenses ordinaires (+ 360,4 milliards de FCFA) a été compensée par la réduction des dépenses liées au service de la dette (- 408,5 milliards de FCFA) dont le poids dans les dépenses de l'État est passé de 42,3 % en 2011 à 27,6 %. Parallèlement, en conformité avec les intentions gouvernementales, le niveau des investissements publics a connu un fort accroissement (+ 80 %) avec un poids dans la dépense publique passant de 11,2 % en 2011 à 18 %. Ces investissements ont principalement été orientés vers le secteur de l'énergie et des infrastructures.

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

Les recettes en hausse de 7,05% proviennent essentiellement d'une bonne mobilisation des recettes fiscales. Ainsi, la fiscalité représente un peu plus de 80% des recettes de l'Etat en 2012 contre 68,4% en 2011.

ÉVOLUTION DU BUDGET DE L'ÉTAT (2009-2012)

En milliards de FCFA	2009	2010	2011	2012
Recettes totales	2161,8	3074,5	3050,4	3265,6
Recettes Intérieures	1958,7	2598,2	2086,2	2579,2
Recettes extérieures	203,1	476,4	964,2	616,4
Opérations de trésorerie en Recettes	-	-	-	70,0
Dépenses Ordinaires	1365,6	1523,3	1418,9	1779,3
Dépenses d'investissement	329,3	420,4	340,1	612,3
Service de la dette	413,1	981,9	1291,5	883
Dette Intérieure	368,4	490,2	914,2	372,6
Dette extérieure	44,7	491,7	377,3	510,4
Dépenses de sortie de crise	-	-	-	56,5
Opérations de trésorerie en Dépenses	-	-	-	59,5

Source : Ministère de l'Economie et des Finances



L'année 2013 devrait confirmer le redécollage de l'économie ivoirienne, après le rebond de 2012. Le FMI prévoit ainsi une croissance légèrement plus forte, de 9 % grâce notamment à une importante expansion de l'investissement privé et un niveau plus élevé de l'investissement public. Cependant, la situation sécuritaire, l'amélioration de la gouvernance élément défavorable du dernier rapport «Doing Business» et le traitement apporté à la dette intérieure seront autant de préalables à cette prévision optimiste.



LES RÉSULTATS À FIN DÉCEMBRE 2012



BICICI
GROUPE BNP PARIBAS

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

Les effets de la reprise économique, estimée à 8,6% pour 2012, sont cependant restés limités pour l'ensemble des secteurs autres que l'énergie et les infrastructures. Dans un environnement socio politique encore fragile, les nouveaux investisseurs tardent à venir s'installer. Parallèlement, la demande de crédit relative aux investissements est restée faible et le marché de l'immobilier n'a pas encore connu l'essor attendu.

Dans ce contexte difficile, la BICICI, résolument tournée vers l'avenir, s'est néanmoins engagée dans un large plan de transformation visant à améliorer à un horizon de trois ans son efficacité opérationnelle et la qualité de ses services.

- La première étape de ce plan consiste à améliorer les conditions d'accueil des clients. Ainsi, sur les 12 derniers mois, 8 nouvelles agences ont été ouvertes et 12 ont été rénovées. Le réseau est ainsi passé de 27 à 35 points de vente sur l'ensemble du territoire. Profitant de cette attractivité, le nombre de clients en relation avec la Banque a ainsi fortement crû de 14,6% à plus de plus de 157 000.

- Le deuxième axe est de rendre plus efficace l'action commerciale des lignes de clientèle. Ainsi, sur les activités de banque de détail qui distinguent déjà la clientèle des particuliers et des professionnels, une nouvelle segmentation marketing a été déployée avec succès. Cette nouvelle approche permettra d'être plus en adéquation avec les attentes des clients. Parallèlement, sur les activités de banque d'entreprises, les métiers du Cash Management, du Leasing et du Change - devises ont été renforcés et réorganisés.

- En troisième étape, un important travail a déjà été effectué dans l'optimisation des processus et des dépenses au sein des fonctions supports. C'est environ 1 Md FCFA qui a déjà été économisé sur l'exercice.

Mais 2012 restera avant tout un exercice de célébration pour la BICICI. En effet, la Banque a eu 50 ans et cela aura surtout été l'occasion de fêter la fidélité de nos clients à travers diverses manifestations :

- Les journées portes ouvertes
- Le mois du crédit 0 %
- L'Émoi du Jazz by BICICI
- BICICI amie des arts



Malgré le contexte d'une reprise économique qui tarde à se faire sentir sur tous les secteurs de l'économie ivoirienne, la BICICI s'est résolument tournée vers l'avenir en renforçant son réseau et en améliorant l'efficacité de l'action commerciale auprès de ses clients.



ACTIVITÉS DE CAPITAUX - ÉVOLUTION DES EMPLOIS

Volumes en point de passage des emplois clientèles

Les volumes de remplois affichent une hausse de 9,47 %. L'essentiel de cette évolution est tiré par la forte croissance (+33,01 %) des encours de crédit aux particuliers et aux professionnels en liaison avec la stratégie de développement mise en place sur cette clientèle.

Dans un contexte de faible demande de financement à moyen et long terme, les crédits consentis à la clientèle des entreprises croissent de seulement 5,22 % tirés principalement par les financements à court terme (+23,97 %).

La baisse des créances sur l'Etat Ivoirien (-17,11 %) est la résultante du remboursement des échéances d'un crédit à moyen terme consenti à la Direction Générale des Impôts (DGI) et à la transformation d'un autre financement consenti à l'ex EECI-SOGEPE en titres obligataires.

(En millions de FCFA)	2010	2011	2012	Variation 2012/2011
Clientèle Entreprises & Institutionnels (*)	190 765	179 889	189 284	5,22 %
Clientèle Particuliers & Professionnels	30 221	32 427	43 130	33,01 %
Total Remplois	220 986	212 316	232 414	9,47 %
(*) Dont créances commerciales sur l'État	12 710	21 594	17 899	-17,11 %

En tenant compte des titres obligataires et des bons du Trésor détenus, les engagements globaux sur l'État Ivoirien s'élèvent à FCFA 38 051 millions.

Volumes moyens des emplois clientèles

En moyenne, les encours de crédit ont reculé de 3,25 %. Cette tendance s'explique principalement par la baisse (-13,36 %) des volumes moyens accordés aux entreprises. Les raisons sont doubles :

Baisse des encours de découverts de 31,7 % en raison d'une référence anormalement élevée en 2011 provenant de l'impossibilité des clients à rembourser leurs engagements pendant la fermeture de la banque.

Baisse des encours de crédits à moyen terme de 19,6 % résultant de l'atonie de la demande en 2012.

Traduction de l'excellent dynamisme sur le segment de la clientèle des particuliers et des professionnels, les encours moyens s'accroissent de 22,34 %.

Parallèlement, les encours moyens sur l'État de Côte d'Ivoire sont en forte augmentation de 96,15 % en raison du crédit de FCFA 16 400 millions, garanti par l'Agence Française de Développement, débloqué en décembre 2011.

(En millions de FCFA)	2010	2011	2012	Variation 2012/2011
Clientèle Entreprise & Institutionnels (*)	171 370	179 573	166 403	-7,33 %
Clientèle Particuliers & Professionnels	25 841	28 661	35 064	22,34 %
Total Remplois	197 211	208 234	201 467	-3,25 %
(*) Dont créances commerciales sur l'État	12 518	9 888	19 395	96,15 %

Dans un environnement toujours très concurrentiel et de rareté, la pression sur les prix se fait de plus en plus intense. Ainsi, même si les marges sont préservées, elles enregistrent néanmoins une érosion de 23 bp.

ÉVOLUTION DES RESSOURCES

Volumes en point de passage des ressources clientèles

Traduisant l'attractivité de la BICICI auprès de sa clientèle, les encours de ressources en point de passage évoluent positivement de 14,47 %.

La clientèle des entreprises est la principale contributrice à cette évolution avec une hausse des encours de 21,27 %. L'élargissement de l'offre de services dans le domaine du Cash Management et une présence commerciale plus accrue ont fortement contribué à cette bonne performance. Ainsi la croissance s'est surtout concentrée sur les ressources non rémunérées en hausse de 28,17 %

La rubrique Autres Ressources non Rémunérées a également fortement crû de 85,51 %. L'essentiel de cette hausse est relative à l'apport de dépôt de garantie dans le cadre du développement de l'activité Orange Money. S'appuyant sur un fort développement du fonds de commerce, les encours sur la clientèle des particuliers et des professionnels s'accroissent de 7,15 %.

(En millions de FCFA)	2010	2011	2012	Variation 2012/2011
Clientèle Entreprise & Institutionnels	94 024	109 532	132 828	21,27 %
Clientèle Particuliers & Professionnels	186 616	190 506	204 121	7,15 %
Autres ressources non rémunérées	11 378	9 168	17 008	85,51 %
Total Ressources	292 018	309 206	353 957	14,47 %

Volumes moyens des ressources clientèles

A l'instar des données en point de passage, les encours moyens de ressources ont évolué de 9,24 % en 2012.

(En millions de FCFA)	2010	2011	2012	Variation 2012/2011
Clientèle Entreprise & Institutionnels	91 336	98 852	113 290	14,61 %
Clientèle Particuliers & Professionnels	174 503	184 648	193 982	5,06 %
Autres ressources non rémunérées	6 734	5 848	8 810	50,65 %
Total Ressources	272 573	289 348	316 082	9,24 %

Dans le cadre d'une politique de maîtrise des coûts, la BICICI reste vigilante à ne pas participer à la surenchère pratiquée par d'autres établissements bancaires. Ainsi, le coût global des ressources est en diminution de 6 bp.

ÉVOLUTION DES PARTS DE MARCHÉ

Dans un environnement de plus en plus concurrentiel, nos positions ont bien résisté. La BICICI reste un des principaux leaders du marché.

Position de place En %	Déc.-09	Déc.-11	Déc.-12
Part de marché dépôt clientèle	10,5	9,2	9,9
Part de marché emploi clientèle	10,6	10	9,9

Source APB-CI

ÉVOLUTION DU RÉSULTAT

Évolution du produit net bancaire (PNB)

Impactée par la baisse des encours moyens de crédit en 2012 sur la clientèle des entreprises, la **marge sur capitaux** diminue de 11,5 % par rapport à 2011.

Les revenus du portefeuille titres, principalement composés d'engagement sur les états de la sous région, sont en hausse de 17,71 % tirant profit d'une gestion plus dynamique et du retour de la Côte d'Ivoire sur le marché des émissions.

A l'appui d'une organisation modifiée en 2012 pour les métiers de **Change** et de **Leasing**, les revenus de ces deux activités sont respectivement en croissance de 385,6 % et de 15,2 %.

Sur ces bases, la **valeur ajoutée sur capitaux** recule de 2,75 %.

A comparer avec un exercice 2011 tronqué par la fermeture de la Banque pendant 3 mois au paroxysme de la crise post électorale, les **commissions nettes** affichent une croissance de 21,72 %

Au final, **le produit net bancaire** est en hausse de 5,75 %

(En millions de FCFA)	2010	2011	2012	Variation 2012/2011
PNB Global	28 437	25 441	26 905	5,75 %
Dont opération de trésorerie et interbancaire	307	458	405	-11,57 %
Dont revenus du portefeuille titres (*)	2 613	1 909	2 247	17,71 %
Dont valeur ajoutée sur les capitaux (VAC)	16 757	16 602	16 146	-2,75 %
Dont commissions nettes	11 680	8 839	10 75	21,72 %

(*) dont une plus-value de cession de titres de 792 millions FCFA en 2010

Évolution des frais de gestion

Les frais de personnel ont été contenus. Ils croissent de seulement 0,97 % en dépit de la réforme des conditions de financement de la CNPS qui ont engendré une hausse du taux des cotisations patronales passant de 4,4 % à 6,6 % de la base de référence.

Les autres frais généraux ont également été maîtrisés. La hausse a été contenue à 2,98 % dans un contexte d'inflation estimée à 3,4 % en 2012 et de modernisation du réseau d'agences avec la création de 8 nouveaux points de vente et les rénovations de 12 autres.

Les **dotations aux amortissements** évoluent de 1,51 % mais ne reflètent pas encore l'ensemble des investissements réalisés.

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

Dans ces conditions, les frais de gestion augmentent au final de 2,02 %.

(En millions de FCFA)	2010	2011	2012	Variation 2012/2011
Frais de Gestion totaux	-19 452	-20 384	-20 795	2,02 %
Dont frais de personnel	-7 881	-8 125	-8 204	0,97 %
Dont autres frais généraux	-9 585	-10 001	-10 299	2,98 %
Dont dotations aux amortissements	-1 986	-2 258	-2 292	1,51 %

ÉVOLUTION DU RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION (R.B.E.)

Profitant d'une hausse des revenus supérieure à celle des frais de gestion, le résultat brut d'exploitation s'accroît de 20,82 %. Le coefficient d'exploitation s'améliore à 77,29 % contre 80,12 % en 2011.

(En millions de FCFA)	2010	2011	2012	Variation 2012/2011
Résultat brut d'exploitation (R.B.E.)	8 986	5 057	6 110	20,82 %

ÉVOLUTION DU COÛT DU RISQUE

Après la période de crise connue en 2011, la situation s'est sensiblement améliorée avec une baisse du coût du risque de 33,47 % à 48 bp des encours. Cette évolution provient d'une amélioration des reprises de provisions traduisant la bonne performance du recouvrement. La hausse des dotations et des abandons de créances irrécupérables s'explique par un important nettoyage des comptes sans mouvement sur la clientèle des particuliers.

(En millions de FCFA)	2010	2011	2012	Variation 2012/2011
Dotation aux provisions pour risques spécifiques	-1 495	-2 065	-2 213	7,17 %
Abandons de créances irrécupérables	-108	-69	-392	468,12 %
Reprises de provision et autres récupérations	981	470	1 498	218,72 %
Net du risque	-622	-1 664	-1 107	-33,47 %

Le taux de couverture baisse légèrement à 89,33 %. Cette évolution est le résultat cumulé d'un travail de write off sur des anciens dossiers entièrement provisionnés et le récent déclassement d'une contrepartie entreprise sur laquelle la Banque détient d'importantes garanties.

(En millions de FCFA)	2010	2011	2012	Variation 2012/2011
Créances douteuses et litigieuses	30 366	32 634	31 674	-2,94 %
Provision sur créances douteuses et litigieuses	28 746	30 228	28 293	-6,40 %
Créances douteuses nettes des provisions	1 620	2 406	3 381	40,53 %
Taux de couverture	94,67 %	92,63 %	89,33 %	

ÉVOLUTION DU RÉSULTAT COURANT ET DU RÉSULTAT NET

Le Résultat Courant ressort en augmentation de 47,6 %.

Le montant net des charges et produits exceptionnels ressort en excédant de 414 millions FCFA en raison d'une plus value dégagée suite à l'inventaire des immobilisations de 773 millions FCFA. Parallèlement, une reprise de provision de 368 millions FCFA a été réalisée sur le Fonds pour Risques Bancaires Généraux (FRBG).

Au final, le Résultat Net de la BICICI s'établit à FCFA 5 234 millions en hausse de 132,1 % après prélèvement de l'impôt de 194 millions FCFA.

(En millions de FCFA)	2010	2011	2012	Variation 2012/2011
Résultat Courant	8 394	3 398	5 015	47,59 %
RNAI	2 110	2 369	5 429	129,17 %
Résultat Net	800	2 255	5 234	132,11 %

RÉPARTITION DU RÉSULTAT 2012

Le résultat net comptable s'élève à FCFA 5 234 425 337 ; ce qui augmenté du report à nouveau de l'exercice précédent de FCFA 36 351 177 se traduit par un bénéfice disponible de FCFA 5 270 776 514.

Le Conseil d'Administration propose à l'Assemblée Générale l'affectation de ce bénéfice comme suit :

- Dotation de 15 % à la réserve spéciale (art 27 de la loi bancaire) soit FCFA 785 163 801
- Distribution définitive de FCFA 4 483 334 230 soit un dividende brut de FCFA 2 690 par action représentant 26.90 % du nominal de l'action
- Mise en report à nouveau de FCFA 2 278 483

PERSPECTIVES 2013

Les perspectives chiffrées d'une croissance attendue de l'ordre de 9 % sont encourageantes pour l'économie. Cependant, le traitement rapide de la dette intérieure et la capacité de l'État à honorer sa part dans les différents investissements d'infrastructure seront primordiaux à la réalisation de ces prévisions. Le démarrage des grands chantiers immobiliers sera également un point à surveiller.

A l'appui d'un bilan solide, la BICICI est en bonne position pour accompagner ses clients particuliers, professionnels et entreprises dans leurs projets, et continuer son programme de modernisation entamé en 2012 dans le respect des objectifs de rentabilité fixés par les actionnaires.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES ET RÉOLUTIONS



BICICI
GROUPE BNP PARIBAS

RAPPORT GÉNÉRAL

Mesdames, Messieurs

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2012, sur :

- *Le contrôle des comptes annuels de la Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie de la Côte d'Ivoire (BICICI) tels qu'ils sont joints au présent rapport ;*
- *Le fonctionnement des organes sociaux et du contrôle interne ;*
- *Le respect de la réglementation prudentielle ;*
- *Les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.*

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient sur la base de notre audit d'exprimer une opinion sur ces comptes annuels.

OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en Côte d'Ivoire ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes annuels et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels de la Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie de la Côte d'Ivoire (BICICI) sont, au regard des règles et méthodes comptables édictées par le Plan Comptable Bancaire de l'UMOA, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'observation décrite au point 1.8 des notes annexes aux comptes annuels sur le changement des modalités de détermination du Fonds pour Risques Bancaires Généraux (FRBG) au 31 décembre 2012.

FONCTIONNEMENT DES ORGANES SOCIAUX ET DU CONTRÔLE INTERNE

Nous avons procédé à l'évaluation du gouvernement d'entreprise, de l'environnement de contrôle et des procédures de contrôle interne au sein de la Banque. Notre revue du contrôle interne avait essentiellement pour objectif d'orienter nos travaux d'audit des états financiers. Ne consistant pas en une étude approfondie de l'organisation, elle n'a donc pas nécessairement mis en évidence toutes les faiblesses de l'organisation actuelle.

RAPPORT GÉNÉRAL

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES ET RÉOLUTIONS

Notre examen a mis en évidence des axes d'améliorations qui font l'objet d'un rapport de recommandations distinct adressé à la Direction Générale de la Banque, conformément à l'article 8 de la circulaire n° 004-2011/CB/C relative aux conditions d'exercice du commissariat aux comptes auprès des établissements de crédits de l'UMOA.

Le principal point d'amélioration identifié se rapporte à la politique de renforcement des garanties reçues de la clientèle. Elle devrait être poursuivie par la Banque, en privilégiant la constitution de suretés réelles.

RESPECT DE LA RÉGLEMENTATION PRUDENTIELLE

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession applicables en Côte d'Ivoire, aux vérifications spécifiques relatives au respect de la réglementation prudentielle.

Nous devons porter à votre attention, les informations suivantes :

- Le ratio de couverture des emplois à moyen et long terme par des ressources stables s'établit à 48 %, pour un minimum réglementaire de 75 %. Il s'établissait à 61 % avant la prise en compte du complément de provisions demandées par la Commission Bancaire.
- Le ratio de structure du portefeuille s'établit à 2,90 %, pour un minimum réglementaire de 60 %.

Toutefois, à compter du 1er janvier 2013, la décision n° CM/UMOA/022/12/2012 du Conseil des Ministres de l'UMOA (Avis n°001-01-2013 de la BCEAO), a introduit les modifications suivantes :

- Le ratio de couverture des emplois à moyen et long terme par des ressources stables a été ramené à 50 % ;
- Le ratio de structure du portefeuille a été supprimé des normes prudentielles à respecter par les Banques.

VÉRIFICATIONS ET INFORMATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession applicables en Côte d'Ivoire, aux vérifications spécifiques prévues par la loi et la réglementation bancaire.

Vérifications des documents de l'Assemblée Générale Ordinaire

Nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels de la Banque.

Encours de crédits accordés aux personnes participant à la direction, à l'administration, à la gérance, au contrôle ou au fonctionnement de la Banque

Conformément à l'article 45 de l'ordonnance n°2009-385 portant réglementation bancaire, nous vous informons que les encours de crédits accordés aux actionnaires détenant chacun directement ou indirectement 10 % au moins des droits de vote, aux personnes participant à la direction, à l'administration, à la gérance, au contrôle et au fonctionnement de la Banque ainsi que les entreprises privées dans lesquelles les personnes précitées exercent des fonctions de direction, d'administration ou de gérance ou détiennent plus du quart du capital social, s'élèvent à FCFA 2 166 millions de FCFA au 31 décembre 2012, soit 10,58 % des fonds propres effectifs.

Le plafond autorisé par la réglementation bancaire n'a pas encore fait l'objet d'instruction de la Banque Centrale à la date du présent rapport. Ce ratio était de 20 % dans l'ancienne loi bancaire.

Abidjan, le 19 avril 2013
Les Commissaires aux Comptes

Deloitte Côte d'Ivoire
Marc WABI
Expert-Comptable Diplômé
Associé

Mazars Côte d'Ivoire
Armand FANDOHAN
Expert-Comptable Diplômé
Associé

RAPPORT SPÉCIAL

SUR LES CONVENTIONS VISEES AUX ARTICLES 438 ET SUIVANTS DE L'ACTE UNIFORME DU TRAITÉ DE L'OHADA

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

En application des dispositions des articles 440 à 442 de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique, nous portons à votre connaissance les conventions suivantes, visées aux articles 438 à 448 de cette loi et qui concernent toute convention intervenue entre la société et l'un de ses administrateurs, directeur général ou directeur général adjoint, ou entre la société et toute autre entreprise dont l'un des administrateurs serait propriétaire, associé en nom, gérant, administrateur ou directeur, soit directement ou indirectement, soit par personne ou société interposée. Ce rapport ne concerne pas les conventions normales portant sur les opérations courantes conclues à des conditions normales.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence de conventions, mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, conformément à l'article 45 de l'ordonnance n°2009-385 portant réglementation bancaire du 1er décembre 2009, nous devons vous rendre compte de tous les prêts consentis par la Banque aux personnes participant à la direction, à l'administration, à la gérance, au contrôle ou au fonctionnement de la Banque, ainsi qu'aux entreprises privées dans lesquelles les personnes visées ci-dessus exercent des fonctions de direction, d'administration ou de gérance, ou détiennent plus du quart du capital social.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS RELEVANT DES ARTICLES 438 À 440 DE L'ACTE UNIFORME DE L'OHADA RELATIF AU DROIT DES SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET DU GIE

Conventions conclues au cours de l'exercice 2012

En application de l'article 440 alinéa 2 de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE, nous vous informons que le Conseil d'Administration de la Banque ne nous a donné avis d'aucune convention conclue au cours de l'exercice 2012.

Conventions conclues au cours d'exercices antérieurs et dont l'exécution s'est poursuivie en 2012

En application de l'article 440 alinéa 6 de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, approuvées au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

Convention de coopération technique avec BNP PARIBAS - BDDI PARTICIPATION

Administrateur concerné : BNP PARIBAS – BDDI PARTICIPATION représenté par Monsieur Jean Paul PICOT

Nature et objet

Assistance technique en faveur de la BICICI, à sa demande, selon le protocole d'accord du 11 octobre 2004 conclu entre la BICICI et BNP PARIBAS – BDDI PARTICIPATION.

Modalités et rémunérations

Aux termes de cette convention, les dépenses d'assistance technique engagées sont remboursées par la BICICI. Les montants enregistrés dans les comptes de charges par la BICICI au titre de cette convention, pour l'exercice 2012, s'élèvent à FCFA 958 millions.

Convention d'assistance technique avec BICI-BOURSE

Administrateurs concernés : Amadou KANE, Jean-François FICHAUX et Yao KOUASSI

Nature et objet

Assistance technique en faveur de la BICI-BOURSE, à sa demande, suivant le contrat d'assistance technique du 30 juin 1999.

Modalités et rémunérations

Au titre de cette convention, les dépenses d'assistance technique refacturées à BICI-BOURSE pour l'exercice 2012 s'élèvent à FCFA 37 millions.

RAPPORT SPÉCIAL

Convention de remboursement de frais relatifs aux administrateurs communs à la BICICI et sa filiale BICI-BOURSE

Administrateurs concernés : Amadou KANE, Jean-François FICHAUX et Yao KOUASSI

Nature et objet

Remboursement par BICI-BOURSE de frais et débours engagés par la BICICI.

Modalités et rémunérations

En application de cette convention, BICI-BOURSE rembourse à la BICICI la quote part de frais de tenue de Conseil d'Administration et d'Assemblée Générale d'Actionnaires. Au titre de cette convention, aucune refacturation n'a été faite au cours de l'exercice 2012.

Convention de service d'audit dans le cadre du Centre de Service Partagé (CSP Audit)

Administrateur concerné : BNP PARIBAS, représentée par Monsieur Jean Paul PICOT

Nature et objet

Cette convention fixe le principe et les modalités de remboursement des dépenses occasionnées par l'équipe centrale du Hub, basée géographiquement à Dakar, au Sénégal, dans le cadre des prestations (missions) d'audit.

Modalités et rémunérations

La clé de répartition retenue est le Produit Net Bancaire (PNB). Les montants enregistrés dans les comptes de charges par la BICICI au titre de cette convention pour l'exercice 2012 s'élèvent à FCFA 65 millions.

Convention de service d'analyse des risques dans le cadre du Centre de Service Partagé (CSP risques)

Administrateur concerné : BNP PARIBAS, représentée par Monsieur Jean Paul PICOT

Nature et objet

Il a été créé une plateforme « Risques », centre régional, à des fins de gestion du risque de crédit à l'échelle des BICI. L'équipe est basée géographiquement à Abidjan, en Côte d'Ivoire, et réalise des prestations pour le compte de charges des BICI.

Modalités et rémunérations

Les coûts engendrés dans la cadre de cette plateforme sont refacturés entre les BICI concernées en fonction d'une clé de répartition basée sur le Produit Net Bancaire (PNB) et la volumétrie des dossiers entrants. Les montants enregistrés dans les comptes de charge par la BICICI au titre de cette convention pour l'exercice 2012 s'élèvent à FCFA 150 millions.

Convention d'assistance technique avec le CSP Risques

Administrateur concerné : BNP PARIBAS, représentée par Monsieur Jean Paul PICOT

Nature et objet

Assistance technique en faveur du CSP, à sa demande.

Modalités et rémunérations

Au titre de cette convention, aucune refacturation n'a été faite au CSP risque au titre de l'exercice 2012.

Convention de prestations de services de formation dans le cadre du Centre de Service Partagé (CSP Formation)

Administrateur concerné : BNP PARIBAS, représentée par Monsieur Jean Paul PICOT

Nature et objet

Le CSP Formation a pour responsabilité de définir et piloter la stratégie de formation des entités BICI de la zone Afrique francophone. Il a en charge l'organisation et l'animation des formations du périmètre Learning and Development (L&D) pour l'ensemble des pays, à l'exception des formations non régionalisables qui seront organisées par des relais locaux.

Modalités et rémunérations

Les coûts engendrés dans le cadre de ce CSP seront refacturés entre les pays concernés en fonction d'une clé de répartition basée sur le PNB et sur le nombre de formations réalisées. Les montants enregistrés dans les comptes de charges par la BICICI au titre de cette convention pour l'exercice 2012 s'élèvent à FCFA 100 millions.

Convention de prestations de services de Monétique dans le cadre du Centre de Service Partagé (CSP monétique)

Administrateur concerné : BNP PARIBAS, représentée par Monsieur Jean Paul PICOT

Nature et objet

Le CSP monétique régionale prendra en charge les activités Émission, Gestion des GAB, Gestion de la fraude et Gestion des réclamations pour le compte des sites BNP PARIBAS de la zone UEMOA. L'objectif poursuivi est l'amélioration de la qualité de traitement, la réduction du risque opérationnel et la génération de gains économiques.

Modalités et rémunérations

Les coûts engendrés dans le cadre de ce CSP seront refacturés entre les pays concernés en fonction d'une clé de répartition basée sur le Produit Net Bancaire (PNB) Global et sur le niveau d'activité de chacun des sites. Les montants enregistrés dans les comptes de charge par la BICICI au titre de cette convention pour l'exercice 2012 s'élèvent à FCFA 39 millions.

RAPPORT SPÉCIAL

Convention de prestations de services de communication dans le cadre du Centre de Service Partagée (CSP communication)

Administrateur concerné : BNP PARIBAS, représentée par Monsieur Jean Paul PICOT

Nature et objet

Le CSP communication a en charge la définition et le pilotage de la stratégie de communication régionale. Il assurera la mise en œuvre des actions de communication à l'exception des activités non régionalisables qui seront prises en charge par des relais locaux sur les sites concernés.

Modalités et rémunérations

Les coûts de ce CSP seront refacturés entre les pays concernés en fonction d'une clé de répartition basée sur le Produit Net Bancaire (PNB). Les montants enregistrés dans les comptes de charges par la BICICI au titre de cette convention pour l'exercice 2012 s'élèvent à FCFA 95 millions.

Convention de prestations de services de trésorerie-change dans le cadre du Centre de Service Partagée (CSP trésorerie- change)

Administrateur concerné : BNP PARIBAS, représentée par Monsieur Jean Paul PICOT

Nature et objet

Le CSP Trésorerie-change a pour objet de piloter la Trésorerie Régionale, d'optimiser la gestion de la liquidité en Francs CFA et en devises des BICI, d'optimiser la gestion du change à travers la consolidation des besoins en devises de la zone, de contrôler et de suivre cette activité. Il initie enfin une gestion actif – passif du bilan des BICI, en lien avec les sites.

Modalités et rémunérations

Ces coûts seront refacturés entre les BICI concernées en fonction d'une clé de répartition basée sur le Produit Net Bancaire (PNB) et sur le Besoin Net de Financement. Les montants enregistrés dans les comptes de charges par la BICICI au titre de cette convention pour l'exercice 2012 s'élèvent à FCFA 54 millions.

Conventions relevant de l'article 45 de l'ordonnance n° 2009-385 du 1er décembre 2009

En application de l'article 45 de l'ordonnance n° 2009-385 du 1er décembre 2009 portant réglementation bancaire, nous devons vous rendre compte de tous les prêts ou garanties consentis par l'établissement financier à ses dirigeants, à ses principaux actionnaires ou associés ou aux entreprises privées dans lesquelles les personnes visées ci-dessus exercent des fonctions de direction, d'administration ou de gérance, ou détiennent plus du quart du capital social.

La BICICI a accordé des prêts d'un montant global de FCFA 2 229 millions aux personnes susvisées.

Abidjan, le 19 avril 2013

Les Commissaires aux Comptes

Deloitte Côte d'Ivoire

Marc WABI

Expert-Comptable Diplômé Associé

Mazars Côte d'Ivoire

Armand FANDOHAN

Expert-Comptable Diplômé Associé

SUR LES CONVENTIONS VISEES AUX ARTICLES 438 ET SUIVANTS DE L'ACTE UNIFORME DU TRAITE DE L'OHADA

Conformément aux dispositions de l'article 432 de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE, nous vous informons des rémunérations exceptionnelles allouées aux membres du Conseil d'Administration pour les missions et mandats qui leurs sont confiés et les remboursements des frais engagés dans l'intérêt de la société.

Nous n'avons eu connaissance d'aucune rémunération susceptible d'entrer dans le cadre des dispositions sus-visées

Abidjan, le 19 avril 2013

Les Commissaires aux Comptes

Deloitte Côte d'Ivoire

Marc WABI

Expert-Comptable Diplômé Associé

Mazars Côte d'Ivoire

Armand FANDOHAN

Expert-Comptable Diplômé Associé

RÉSOLUTIONS

A TITRE ORDINAIRE

Première résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu lecture du rapport du Conseil d'Administration et du rapport général des Commissaires aux Comptes approuve les comptes annuels et le bilan de l'exercice clos le 31 décembre 2012 tels qu'arrêtés par le Conseil d'Administration.

Deuxième résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire approuve la proposition du Conseil d'Administration et décide de l'affectation du résultat net comptable bénéficiaire de l'exercice qui se chiffre à 5 234 425 337 FCFA augmenté du report à nouveau de l'exercice précédent de 36 351 377 FCFA, soit un montant total de 5 270 776 514 FCFA, comme suit :

- La réserve légale étant totalement dotée, une dotation de 15 % sera affectée à la réserve spéciale (cf. article 27 de la loi bancaire), soit 785 163 801 FCFA, portant la réserve spéciale de 12 271 037 255 FCFA à 13 056 201 056 FCFA;
- Une distribution définitive de 4 483 334 230 FCFA, soit un dividende brut de 2 690 FCFA par action représentant 26,90 % du nominal de l'action ;
- La mise en report à nouveau du reliquat non distribué de 2 278 483 FCFA.

Troisième résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu lecture du rapport spécial des Commissaires aux Comptes visés aux articles 432 et 438 et suivants de l'Acte Uniforme de l'OHA-DA relatif au Droit des Sociétés Commerciales et du Groupement d'Intérêt Economique, approuve les conventions ainsi que les charges correspondantes présentées dans ledit rapport.

Quatrième résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire, pour l'exercice clos le 31 décembre 2012, donne quitus entier et sans réserve à tous les Administrateurs cités ci-après, de l'exécution de leur mandat qui a pris fin ou qui expire ce jour, conformément à l'article 17 des statuts :

- BNP PARIBAS BDDI PARTICIPATIONS, représentée par M. Jean Paul PICOT
- PROPARCO, représentée par M. Julien LEFILLEUR
- UA VIE, représentée par M. Mohamed BAH,
- Messieurs :

Seydou Elimane DIARRA

Jacques Henri WAHL

Pathé DIONE

Gérard MANGOUA

Philippe SECHAUD

Jean-François FICHAUX

Jean-Christophe DURAND

François BENAROYA

Fabien RIGUET

Cinquième résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire, conformément à l'article 17 des statuts, renouvelle le mandat des Administrateurs ci-après, pour une durée qui prendra fin lors de l'Assemblée Générale Annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013 :

- BNP PARIBAS BDDI PARTICIPATIONS, représentée par M. Jean Paul PICOT
- PROPARCO, représentée par M. Julien LEFILLEUR
- UA VIE, représentée par M. Mohamed BAH,
- Messieurs :

Seydou Elimane DIARRA

Jacques Henri WAHL

Pathé DIONE

Gérard MANGOUA

Philippe SECHAUD

Jean-François FICHAUX

Jean-Christophe DURAND

François BENAROYA

Fabien RIGUET

RÉSOLUTIONS

Sixième résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire, conformément à l'article 431 de l'Acte Uniforme OHADA portant Droit des Sociétés Commerciales et du Groupement d'Intérêt Economique, décide d'allouer aux Administrateurs à titre d'indemnité de fonction, la somme globale de 88 500 000 FCFA.

Le Conseil d'Administration répartira librement ces indemnités entre ses membres.

Septième résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du procès verbal des présentes en vue d'accomplir les formalités prescrites par la loi.

A TITRE EXTRAORDINAIRE

Première résolution

L'Assemblée Générale Extraordinaire décide de la suppression de l'article 11 des statuts. Il était libellé comme suit :

« Les certificats d'actions sont extraits de registres à souches, numérotées, frappés du timbre de la Société et revêtus de la signature de deux Administrateurs ou d'un Administrateur et d'un Délégué Spécial du Conseil d'Administration. L'une des signatures peut être remplacée par une griffe. »

Deuxième résolution

L'Assemblée Générale Extraordinaire décide de modifier l'article 12 comme suit :

« Les actions sont librement cessibles.

Elles sont matérialisées par une inscription dans un compte ouvert au nom de son propriétaire et tenu soit par la société soit par un intermédiaire financier agréé par le Ministère de l'Economie et des Finances.

La transmission s'opère par virement de compte à compte. »

Cet article était libellé comme suit :

« Les actions sont librement cessibles.

Les actions peuvent être présentées par une inscription dans un compte ouvert au nom de leur propriétaire et tenu soit par la Société, soit par un intermédiaire financier agréé par le Ministère de l'Economie et des Finances, la transmission s'opère alors par virement de compte à compte. »

Troisième résolution

En conséquence de la première résolution, l'Assemblée Générale Extraordinaire approuve le changement de la numérotation des articles suivants.

Quatrième résolution

L'Assemblée Générale Extraordinaire donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du procès verbal des présentes en vue d'accomplir les formalités prescrites par la loi.

DONNÉES FINANCIÈRES ET INFORMATIONS DIVERSES



BICICI
GROUPE BNP PARIBAS

DONNÉES FINANCIÈRES ET INFORMATIONS DIVERSES

Bilan actif

en FCFA	Montants nets 31/12/2011	Montants nets 31/12/12
CAISSE	11 671 258 488	9 486 607 391
CRÉANCES INTERBANCAIRES	104 840 417 812	93 796 732 016
- A vue	88 990 420 165	79 946 734 369
. Banques Centrales	70 685 854 095	69 505 378 632
. Trésor Public, CCP	-	-
. Autres Établissements de Crédit	18 304 566 070	10 441 355 737
- A terme	15 849 997 647	13 849 997 647
CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE	212 316 080 556	232 414 070 747
- Portefeuille d'Effets Commerciaux	1 788 611 529	1 719 420 463
. Crédits de Campagne	-	-
. Crédits Ordinaires	1 788 611 529	1 719 420 463
- Autres Concours à la Clientèle	138 353 123 303	161 714 977 941
. Crédits de Campagne	6 891 119 177	5 848 746 273
. Crédits Ordinaires	131 462 004 126	155 866 231 668
- Comptes ordinaires Débiteurs	72 174 345 724	68 979 672 343
- Affacturage	-	-
TITRES DE PLACEMENT	25 871 260 000	36 645 490 733
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	1 864 065 171	1 531 106 654
CRÉDIT-BAIL ET OPÉRATIONS ASSIMILÉES	6 394 050 816	9 605 653 537
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 720 890 106	1 026 816 475
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	9 216 027 036	13 005 336 092
ACTIONNAIRES OU ASSOCIÉS	-	-
AUTRES ACTIFS	2 730 717 260	2 757 183 393
COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	6 474 202 036	14 713 263 000
TOTAL ACTIF	383 098 969 281	414 982 260 038

Hors bilan au 31 décembre 2012

ENGAGEMENTS DONNES	31/12/11	31/12/12
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT		
- En faveur d'Établissements de Crédit	0	0
- En faveur de la Clientèle	7 284 159 627	7 965 155 387
ENGAGEMENTS DE GARANTIE		
- D'ordre d'Établissements de Crédit	0	14 444 173
- D'ordre de la Clientèle	33 513 255 519	41 705 340 179
ENGAGEMENTS SUR TITRES		

DONNÉES FINANCIÈRES

Bilan passif

en FCFA

Montants nets
31/12/11

Montants nets
31/12/12

DETTES INTERBANCAIRES	5 164 869 574	5 614 819 285
- A vue	967 745 464	1 428 660 308
. Trésor Public, CCP	-	-
. Autres Établissements de Crédit	967 745 464	1 428 660 308
- A terme	4 197 124 110	4 186 158 977
DETTES À L'ÉGARD DE LA CLIENTÈLE	309 205 905 755	353 955 738 440
- Comptes d'Épargne à vue	89 588 385 300	93 280 376 540
- Comptes d'Épargne à terme	15 424 025 657	15 918 238 405
- Bons de Caisse	500 000 000	500 000 000
- Autres dettes à vue	149 349 222 325	183 159 984 214
- Autres dettes à terme	54 344 272 473	61 097 139 281
DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE	-	-
AUTRES PASSIFS	18 642 894 019	6 208 732 057
COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	4 832 650 014	3 011 868 670
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	5 004 436 378	2 993 267 520
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES		
SUBVENTION D'INVESTISSEMENT		
FONDS AFFECTÉS		
FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX	5 646 486 812	5 278 349 050
CAPITAL OU DOTATIONS	16 666 670 000	16 666 670 000
PRIMES LIÉES AU CAPITAL	1 852 934 149	1 852 934 149
RÉSERVES	13 790 945 121	14 129 104 353
ÉCARTS DE RÉÉVALUATION		
REPORT À NOUVEAU (+/-)	36 782 578	36 351 177
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (+/-)	2 254 394 881	5 234 425 337
TOTAL PASSIF	383 098 969 281	414 982 260 038

Hors bilan au 31 décembre 2012

ENGAGEMENTS REÇUS	31/12/11	31/12/12
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT		
- Reçus d'Établissements de Crédit	0	0
ENGAGEMENTS DE GARANTIE		
- Reçus d'Établissements de Crédit	28 724 021 502	0
- Reçus de la Clientèle	73 446 724 680	122 181 143 814
ENGAGEMENTS SUR TITRES		

DONNÉES FINANCIÈRES ET INFORMATIONS DIVERSES

Compte de résultat \ charges

en FCFA	31/12/11	31/12/12
INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉES	5 195 264 990	5 635 598 158
- Intérêts et Charges Assimilées sur Dettes interbancaires	14 560 440	199 426 516
- Intérêts et Charges Assimilées sur Dettes à l'égard de la clientèle	5 180 704 550	5 436 171 642
- Intérêts et Charges Assimilées sur Dettes représentées par un Titre	-	-
- Autres Intérêts et Charges Assimilées	-	-
CHARGES SUR CRÉDIT-BAIL ET OPÉRATIONS ASSIMILÉES	4 953 557 992	4 477 113 270
COMMISSIONS	349 220 853	358 773 098
CHARGES SUR OPÉRATIONS FINANCIÈRES	124 264 248	504 232 216
- Charges sur Titres de Placement	-	-
- Charges sur Opérations de Change	44 123 225	82 393 027
- Charges sur Opérations de Hors Bilan	80 141 023	421 839 189
CHARGES DIVERSES D'EXPLOITATION BANCAIRE	15 437 558	15 346 501
ACHATS DE MARCHANDISES	-	-
STOCKS VENDUS	-	-
VARIATIONS DE STOCKS DE MARCHANDISES	-	-
FRAIS GÉNÉRAUX D'EXPLOITATION	18 298 905 540	21 079 635 480
- Frais de Personnel	7 775 127 947	7 618 842 199
- Autres Frais Généraux	10 523 777 593	13 460 793 281
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	2 258 421 755	2 390 766 063
SOLDE EN PERTE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CRÉANCES ET DU HORS BILAN	2 026 101 506	-
EXCÉDENT DES DOTATIONS / REPRISES DU FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉN.	-	-
CHARGES EXCEPTIONNELLES	1 617 257 276	211 335 460
PERTES SUR EXERCICES ANTÉRIEURS	114 404 022	864 478 513
IMPÔT SUR LE BÉNÉFICE	114 075 533	194 467 339
BÉNÉFICE DE L'EXERCICE	2 254 394 881	5 234 425 337
TOTAL	37 321 306 154	40 966 171 435

DONNÉES FINANCIÈRES

Compte de résultat \ produits

en FCFA	31/12/11	31/12/12
INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉES	18 923 540 648	17 789 999 588
- Intérêts et Produits Assimilés sur Créances interbancaires	458 296 009	404 822 357
- Intérêts et Produits Assimilés sur Créances sur la clientèle	18 440 978 482	17 363 979 893
- Intérêts et Produits Assimilés sur Titres d'Investissement	-	-
- Autres Intérêts et Produits Assimilés	24 266 157	21 197 338
PRODUITS SUR CRÉDIT-BAIL ET OPÉRATIONS ASSIMILÉES	5 769 806 110	5 427 450 906
COMMISSIONS	6 367 458 593	8 635 610 661
PRODUITS SUR OPÉRATIONS FINANCIÈRES	3 582 233 703	4 049 197 803
- Produits sur Titres de Placement	1 580 593 135	1 790 650 850
- Dividendes et Produits Assimilés	327 986 102	376 915 095
- Produits sur Opérations de Change	1 020 950 828	1 048 020 535
- Produits sur Opérations de Hors Bilan	652 703 638	833 611 323
PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION BANCAIRE	1 434 213 268	1 919 656 840
MARGES COMMERCIALES	-	-
VENTES DE MARCHANDISES	-	-
VARIATIONS DE STOCKS DE MARCHANDISES	-	-
PRODUITS GÉNÉRAUX D'EXPLOITATION	85 195 210	176 457 679
REPRISES D'AMORTISSEMENTS ET DE PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	8 384 974	203 086 105
SOLDE EN BÉNÉFICE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CRÉANCES ET DU HORS BILAN	-	571 267 891
EXCÉDENT DES REPRISES / DOTATIONS DU FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉN.	590 897 741	368 137 762
PRODUITS EXCEPTIONNELS	204 610 498	931 165 227
PROFITS SUR EXERCICES ANTÉRIEURS	354 965 409	894 140 973
PERTE DE L'EXERCICE		
TOTAL	37 321 306 154	40 966 171 435

DONNÉES FINANCIÈRES ET INFORMATIONS DIVERSES

Répartition du capital

En millions FCFA ORIGINE	PARTICIPATION IVOIRIENNE			SFOM	BNPP	BNP BDDI	PARTICIPATION ÉTRANGÈRE			TOTAL GÉNÉRAL
	ÉTAT	PRIVÉS	TOTAL				PARIB INT	SIFIDA	TOTAL	
MARS 1962										
Nombre d'actions	2 000		2 000	10 980	7 020				18 000	20 000
Montants	20	0	20	110	70	0	0	0	180	200
%	10,00	0,00	10,00	54,90	35,10	0,00	0,00	0,00	90,00	100,00
OCTOBRE 1966										
Nombre d'actions	3 000		3 000	16 470	10 530				27 000	30 000
Montants	30	0	30	165	105	0	0	0	270	300
%	10,00	0,00	10,00	54,90	35,10	0,00	0,00	0,00	90,00	100,00
OCTOBRE 1969										
Nombre d'actions	5 025		5 025	25 490	19 485				44 975	50 000
Montants	50	0	50	255	195	0	0	0	450	500
%	10,05	0,00	10,05	50,98	38,97	0,00	0,00	0,00	89,95	100,00
24 JUILLET 1971										
Nombre d'actions	38 240		38 240	20 990	15 770				36 760	75 000
Montants	382	0	382	210	158	0	0	0	368	750
%	50,99	0,00	50,99	27,99	21,03	0,00	0,00	0,00	49,01	100,00
FEVRIER 1973										
Nombre d'actions	61 184		61 184	33 584	15 770				36 760	75 000
Montants	612	0	612	336	158	0	0	0	368	750
%	50,99	0,00	50,99	27,99	21,03	0,00	0,00	0,00	49,01	100,00
SEPTEMBRE 1975										
Nombre d'actions	61 500	15 000	76 500	42 000	31 500				73 500	150 000
Montants	615	150	765	420	315	0	0	0	735	1 500
%	41,00	10,00	51,00	28,00	21,00	0,00	0,00	0,00	49,00	100,00
NOVEMBRE 1976										
Nombre d'actions	39 000	37 500	76 500	42 000	31 500				73 500	150 000
Montants	390	375	765	420	315	0	0	0	735	1 500
%	26,00	25,00	51,00	28,00	21,00	0,00	0,00	0,00	49,00	100,00
MAI 1977										
Nombre d'actions	52 000	50 000	102 000	56 000	42 000				98 000	200 000
Montants	520	500	1 020	560	420	0	0	0	980	2 000
%	26,00	25,00	51,00	28,00	21,00	0,00	0,00	0,00	49,00	100,00
JUILLET 1978										
Nombre d'actions	76 857	76 143	153 000	84 000	63 000				147 000	300 000
Montants	769	761	1 530	840	630	0	0	0	1 470	3 000
%	25,62	25,38	51,00	28,00	21,00	0,00	0,00	0,00	49,00	100,00
AVRIL 1981										
Nombre d'actions	94 182	109 818	204 000	112 000	84 000				196 000	400 000
Montants	942	1 098	2 040	1 120	840	0	0	0	1 960	4 000
%	23,55	27,45	51,00	28,00	21,00	0,00	0,00	0,00	49,00	100,00
AVRIL 1986										
Nombre d'actions	117 721	137 279	255 000	140 000	105 000				245 000	500 000
Montants	1 177	1 373	2 550	1 400	1 050	0	0	0	2 450	5 000
%	23,54	27,46	51,00	28,00	21,00	0,00	0,00	0,00	49,00	100,00
JUILLET 1988										
Nombre d'actions	176 550	205 950	382 500	210 000	157 500				367 500	750 000
Montants	1 766	2 060	3 825	2 100	1 575	0	0	0	3 675	7 500
%	23,54	27,46	51,00	28,00	21,00	0,00	0,00	0,00	49,00	100,00
JANVIER 1995										
Nombre d'actions	150 000	205 950	355 950	210 000	157 500			26 550	394 050	750 000
Montants	1 500	2 060	3 560	2 100	1 575	0	0	266	3 941	7 500
%	20,00	27,46	47,46	28,00	21,00	0,00	0,00	3,54	52,54	100,00
AVRIL 1995										
Nombre d'actions	200 000	274 600	474 600	280 000	210 000			35 400	525 400	1 000 000
Montants	2 000	2 746	4 746	2 800	2 100	0	0	354	5 254	10 000
%	20,00	27,46	47,46	28,00	21,00	0,00	0,00	3,54	52,54	100,00

INFORMATIONS DIVERSES

En millions FCFA		PARTICIPATION IVOIRIENNE			PARTICIPATION ÉTRANGÈRE						TOTAL GÉNÉRAL
ORIGINE	ÉTAT	PRIVÉS	TOTAL	SFOM	BNPP	BNP BDDI	PARIB INT	SIFIDA	TOTAL		
AVRIL 1997											
Nombre d'actions	300 000	411 900	711 900	420 000	315 000			53 100	788 100	1 500 000	
Montants	3 000	4 119	7 119	4 200	3 150	0	0	531	7 881	15 000	
%	20,00	27,46	47,46	28,00	21,00	0,00	0,00	3,54	52,54	100,00	
MARS 2000											
Nombre d'actions	300 000	361 127	661 127	420 000	365 773			53 100	838 873	1 500 000	
Montants	3 000	3 611	6 611	4 200	3 658	0	0	531	8 389	15 000	
%	20,00	24,08	44,08	28,00	24,38	0,00	0,00	3,54	55,92	100,00	
MARS 2001											
Nombre d'actions	300 000	335 864	635 864	420 000	391 036			53 100	864 136	1 500 000	
Montants	3 000	3 359	6 359	4 200	3 910	0	0	531	8 641	15 000	
%	20,00	22,39	42,39	28,00	26,07	0,00	0,00	3,54	57,61	100,00	
DÉCEMBRE 2001											
Nombre d'actions	300 000	361 811	661 886	420 000	531 681			53 100	1 004 781	1 666 667	
Montants	3 000	3 618	6 619	4 200	5 317	0	0	531	10 048	16 666,7	
%	18,00	21,71	39,71	25,20	31,90	0,00	0,00	3,19	60,29	100,00	
MARS 2003											
Nombre d'actions	150 000	511 886	661 886	420 000	391 046		140 635	53 100	1 004 781	1 666 667	
Montants	1 500	5 119	6 619	4 200	3 910	0	1 406	531	10 048	16 666,7	
%	9,00	30,71	39,71	25,20	23,46	0,00	8,44	3,19	60,29	100,00	
SEPTEMBRE 2004											
Nombre d'actions		541 886	541 886		931 046		140 635	53 100	1 124 781	1 666 667	
Montants	0	5 419	5 419	0	9310	0	1 406	531	11 248	16 666,7	
%	0,00	32,51	32,51	0,00	55,86	0,00	8,44	3,19	67,49	100,00	
16 NOVEMBRE 2005											
Nombre d'actions		541 886	541 886			931 046	140 635	53 100	1 124 781	1 666 667	
Montants	0	5 419	5 419	0	0	9 310	1 406	531	11 333	16 666,7	
%	0,00	32,51	32,51	0,00	0,00	55,86	8,44	3,19	67,49	100,00	
31 MARS 2006											
Nombre d'actions		541 886	541 886		140 635	984 146			1 124 781	1 666 667	
Montants	0	5 419	5 419	0	1 406	9 841	0	0	11 333	16 666,7	
%	0,00	32,51	32,51	0,00	8,44	59,05	0,00	0,00	67,49	100,00	
2007											
Nombre d'actions	0	541 886	541 886	0	140 635	984 146	0	0	1 124 781	1 666 667	
Montants	0	5 419	5 419	0	1 406	9 841	0	0	0	0	
%	0,00	32,51	32,51	0,00	8,44	59,05	0,00	0,00	67,49	100,00	
En millions FCFA		PARTICIPATION IVOIRIENNE			PARTICIPATION ÉTRANGÈRE						TOTAL GÉNÉRAL
ORIGINE	ÉTAT	PRIVÉS	TOTAL	SFOM	BNPP	BNP BDDI	PARIB INT	SIFIDA	PROPARCO	TOTAL	
2008											
Nombre d'actions	0	541 886	541 886	0	12 302	984 146	0	0	128 333	1 124 781	
Montants	0	5 419	5 419	0	123	9 841	0	0	1 283	16 666 667	
%	0,00	32,51	32,51	0,00	0,74	59,05	0,00	0,00	7,70	100,00	
2009											
Nombre d'actions	0	541 886	541 886	0	12 302	984 146	0	0	128 333	1 124 781	
Montants	0	5 419	5 419	0	123	9 841	0	0	1 283	16 666 667	
%	0,00	32,51	32,51	0,00	0,74	59,05	0,00	0,00	7,70	100,00	
2010											
Nombre d'actions	0	541 886	541 886	0	12 302	984 146	0	0	128 333	1 124 781	
Montants	0	5 419	5 419	0	123	9 841	0	0	1 283	16 666 667	
%	0,00	32,51	32,51	0,00	0,74	59,05	0,00	0,00	7,70	100,00	
2011											
Nombre d'actions	0	541 886	541 886	0	12 302	984 146	0	0	128 333	1 124 781	
Montant	0	5 419	5 419	0	123	9 841	0	0	1 283	16 666 667	
%	0,00	32,51	32,51	0,00	0,74	59,05	0,00	0,00	7,70	100,00	
2012											
Nombre d'actions	0	541 886	541 886	0	12 302	984 146	0	0	128 333	1 124 781	
Montant	0	5 419	5 419	0	123	9 841	0	0	1 283	16 666 667	
%	0,00	32,51	32,51	0,00	0,74	59,05	0,00	0,00	7,70	100,00	

BNPP : BNP PARIBAS - BNP BDDI : BNP BDDI PARTICIPATIONS - PARIB INT : PARIBAS INTERNATIONAL

DONNÉES FINANCIÈRES ET INFORMATIONS DIVERSES

Évolution du capital

ANNÉE	NATURE DE L'OPÉRATION	MONTANT DES VARIATIONS DE CAPITAL			MONTANT DU CAPITAL
		APPORTS EN NUMÉRIQUES	INCORPORATIONS DE RÉSERVES	APPORTS D'ACTIFS	
1962	CRÉATION DE LA BICICI	200 000 000			200 000 000
1966	CRÉATION DE 10 000 ACTIONS NOUVELLES, une nouvelle action pour deux anciennes émises au pair	100 000 000			300 000 000
1969	CRÉATION DE 5 000 ACTIONS NOUVELLES, une nouvelle action pour six anciennes, distribution gratuite Création de 15 000 actions, une nouvelle action pour deux anciennes, émission au pair	150 000 000	50 000 000		500 000 000
1971	CRÉATION DE 25 000 ACTIONS NOUVELLES, une nouvelle action pour deux anciennes émises au pair	250 000 000			750 000 000
1973	CRÉATION DE 10 000 ACTIONS NOUVELLES, deux nouvelles actions pour quinze anciennes, distribution gratuite Création de 35 000 actions, sept actions nouvelles pour quinze anciennes, émission au pair	350 000 000	100 000 000		1 200 000 000
1975	CRÉATION DE 30 000 ACTIONS NOUVELLES, une nouvelle action pour quatre anciennes, émission au pair	300 000 000			1 500 000 000
1977	CRÉATION DE 50 000 ACTIONS NOUVELLES, une nouvelle action pour trois anciennes, émission au pair		500 000 000		2 000 000 000
1978	CRÉATION DE 100 000 ACTIONS NOUVELLES, une nouvelle action pour deux anciennes, émission au pair	1 000 000 000			3 000 000 000
1981	CRÉATION DE 100 000 ACTIONS NOUVELLES, une nouvelle action pour trois anciennes, émission au pair		1 000 000 000		4 000 000 000
1986	CRÉATION DE 100 000 ACTIONS NOUVELLES, une nouvelle action pour quatre anciennes, émission au pair		1 000 000 000		5 000 000 000
1988	CRÉATION DE 250 000 ACTIONS NOUVELLES, une nouvelle action pour deux anciennes, émission au pair		2 500 000 000		7 500 000 000
1995	CRÉATION DE 250 000 ACTIONS NOUVELLES, une nouvelle action pour trois anciennes, émission au pair		2 500 000 000		10 000 000 000
1997	CRÉATION DE 500 000 ACTIONS NOUVELLES, une nouvelle action pour deux anciennes, émission au pair		5 000 000 000		15 000 000 000
2001	CRÉATION DE 166 667 ACTIONS NOUVELLES, suite à la fusion-absorption de Paribas-CI, émission au pair			1 666 670 000	16 666 670 000
TOTAL		2 350 000 000	12 650 000 000	1 666 670 000	16 666 670 000

INFORMATIONS DIVERSES

Évolution des dividendes distribués

DATE DE PAIEMENT	EXERCICE	MONTANT BRUT/ACTION	% NOMINAL	AUGMENTATION CONCOMITANTE DU CAPITAL SOCIAL
28.02.1972	70/71	1 000	10	2 actions gratuites pour 15 anciennes
10.12.1973	71/72	1 000	10	
01.01.1974	72/73	1 000	10	
21.02.1975	73/74	1 000	10	1 action gratuite pour 3 anciennes
04.03.1976	74/75	1 000	10	
01.04.1977	75/76	1 000	11	
01.04.1978	76/77	1 400	14	Augmentation en numéraire 1 pour 2
01.04.1979	77/78	1 400	14	(1)
	77/78	350	14	(2)
01.04.1980	78/79	1 500	15	1 action gratuite pour 3 anciennes
01.04.1981	79/80	1 500	15	
01.04.1982	80/81	1 500	15	
	80/81	750	15	(2)
01.04.1983	81/82	600	6	(1)
01.04.1987	85/86	700	7	
	85/86	350	7	
01.04.1988	86/87	700	7	1 action gratuite pour 2 anciennes
01.04.1989	87/88	700	7	
01.04.1990	88/89	700	7	
01.04.1992	90/91	1 070	10,70	1 action gratuite pour 3 anciennes
01.04.1993	91/92	1 000	10	
23.03.1994	92/93	1 200	12	
17.03.1995	93/94	1 500	15	1 action gratuite pour 2 anciennes
05.04.1996	94/95	3 000	30	
23.04.1997	1996	4 000	40	
23.04.1998	1997	2 667	26,67	
14.05.1999	1998	1 500	15	
30.05.2000	1999	1 500	15	
30.05.2001	2000	2 000	20	
16.05.2002	2001	1 560	16	
30.05.2003	2002	1 200	12	
22.04.2005	2004	4 230	42	
20.07.2006	2005	900	9	
06.07.2007	2006	2 650	27	
27.06.2008	2007	2 720	27,2	
29.05.2009	2008	4 050	40,5	
07.06.2010	2009	4 800	48	
27.11.2011	2010	480	4,8	
2012	2011	1 150	11,5	

(1) DIVIDENDE PAYÉ AU TITRE DES ACTIONS ANCIENNES

(2) DIVIDENDE PAYÉ AU TITRE DES ACTIONS NOUVELLES

DONNÉES FINANCIÈRES ET INFORMATIONS DIVERSES

Évolution du cours de l'action BICICI en 2012

	COURS MAXIMUM	COURS MINIMUM	COURS MOYEN	VOLUME TOTAL ECHANGE	VOLUME MOYEN JOURNALIER
Janvier	32 050	31 000	31 507	1 523	190
Février	33 005	32 010	32 879	262	26
Mars	37 625	33 005	36 262	179	26
Avril	37 000	36 000	36 849	386	19
Mai	36 000	35 000	35 625	540	27
Juin	36 100	35 000	35 938	663	32
Juillet	37 000	36 000	36 416	576	26
Août	37 000	35 900	36 011	915	48
Septembre	36 000	33 300	35 225	155	8
Octobre	38 000	36 000	36 522	2 611	114
Novembre	38 505	36 000	37 487	5 759	262
Décembre	36 600	36 100	36 260	497	25



LES RESPONSABLES MÉTIERS



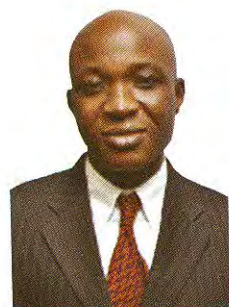
BICICI
GROUPE BNP PARIBAS

LES RESPONSABLES MÉTIERS



Awa TRAORÉ

*Adjointe du Directeur
Commercial en charge des
Grandes Entreprises, des
PME et des Institutionnels*



Mesmin Scienlinbien COULIBALY

*Directeur des opérations et de
l'appui à la vente*



Yeri SECK

Secrétaire général adjoint



Aboubakary GUIRO

*Adjoint du Directeur
Commercial en charge
des Multinationales et des
Financements Spécialisés*



Yeli PALM

*Directrice de l'administration
Générale*



Innocent NDA

Directeur Finances



Dibanan TRAORÉ

Responsable de la trésorerie



Daniel KOUASSI

*Responsable contrôle et
Surveillance des risques*



Françoise TEHUA

Responsable des Achats

LES RESPONSABLES MÉTIERS



Edouard SILGA

*Directeur des systèmes
d'informations*



Fonninan SORO

Directeur de l'organisation



Ackin GNELBIN

*Directeur de contrôle
Opérationnel permanent*



Didier DIECKETH

*Directeur adjoint en
charge de la clientèle des
Particuliers*



François KOFFI

*Directeur adjoint chargé
de la clientèle des
professionnels*



Pafolo COULIBALY

*Responsable de la qualité
et des relations clients*



Hamadou KONE

Responsable du Leasing



Edith Josiane DAILY

*Responsable du cash
management*



Fabrice AKA

*Responsable
du trade center*



Gabrielle LEMAIRE

Responsable communication

LES ANNEXES AUX COMPTES 2012

BILANS PUBLIABLES - RÉSUMÉS ET COMPARES (en millions de FCFA)

LIBELLES	31/12/2011	31/12/2012
Caisse	11 671	9 487
Créances interbancaires	104 840	93 797
Créances sur la clientèle	212 316	232 414
Titres de placement	25 871	36 645
Immobilisations financières	1 864	1 531
Crédit bail et opérations assimilées	6 394	9 606
Immobilisations corporelles et incorporelles	10 937	14 032
Autres actifs	2 731	2 757
Comptes d'ordre et divers (actif)	6 474	14 713
TOTAL ACTIF	383 099	414 982

Dettes interbancaires	5 165	5 615
Dettes à l'égard de la clientèle	309 206	353 956
Autres passifs	18 643	6 208
Comptes d'ordres et divers (passif)	4 833	3 012
Fonds propres et assimilés	45 253	46 191
TOTAL PASSIF	383 099	414 982

LIBELLES	31/12/2011	31/12/2012
ENGAGEMENTS DONNÉS		
Engagements de financement faveur clientèle	7 284	7 965
Engagements de garanties faveur établissements de crédit	0	14
Engagements de garanties faveur clientèle	33 513	41 705
TOTAL	40 797	49 684

ENGAGEMENTS REÇUS		
Engagements de garanties reçus établissements de crédit	28 724	0
Engagements de garanties reçus clientèle	73 447	122 181
TOTAL	102 171	122 181

LES ANNEXES AUX COMPTES 2012

BILANS PUBLIABLES - RÉSUMÉS ET COMPARES (en millions de FCFA)

LIBELLES	31/12/2011	31/12/2012
Intérêts et produits assimilés	18 924	17 790
Produits sur crédit bail et opérations assimilées	5 770	5 427
Commissions	6 367	8 636
Produits sur opérations financières	3 582	4 049
Divers produits d'exploitation	1 434	1 920
Produits généraux d'exploitation	85	176
Reprise d'amortissements. Et provisions sur immobilisations	8	203
Solde en bénéfice des corrections de valeur. Sur créances & Hors Bilan	0	572
Excédent des Reprises /Dotations du FRBG	591	368
Produits exceptionnels	205	931
Profits sur exercices antérieurs	355	894
TOTAL PRODUITS	37 321	40 966
Intérêts et charges assimilées	5 195	5 636
Charges de crédit bail et opérations assimilées	4 954	4 477
Commissions	349	359
Charges sur opérations financières	124	504
Charges diverses d'exploitation bancaire	15	15
Frais généraux d'exploitation	18 299	21 081
Dotation aux prov. pour FRBG	0	0
Dotations aux amort. et aux provisions	2 258	2 391
Solde en Perte des Corrections de Valeur Créances & HB	2 026	0
Charges exceptionnelles	1 617	211
Pertes sur exercices antérieurs	114	864
Impôt sur le bénéfice	114	194
Bénéfice	2 254	5 234
TOTAL CHARGES	37 321	40 966

LES ANNEXES AUX COMPTES 2012

Exercice clos le 31 décembre 2012

1 RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLE

Le bilan et le compte de résultat de la BICICI ont été établis conformément aux dispositions du Plan Comptable Bancaire (PCB) applicable aux banques et établissements financiers des pays membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) qui est entré en vigueur depuis le 1er janvier 1996, ainsi qu'aux principes et méthodes comptables généralement admis dans la profession bancaire en Côte d'Ivoire.

1.1 Base d'établissement des comptes annuels

Les comptes ont été préparés selon le principe de continuité de l'exploitation qui suppose que la Banque poursuivra son activité opérationnelle dans un futur prévisible et pourra faire face à ses échéances.

1.2 Comptabilisation des produits et charges bancaires

Les intérêts et commissions assimilées sont comptabilisés pour leur montant couru prorata temporis. Les commissions non assimilées à des intérêts et correspondant à des prestations de services sont enregistrées à la date de réalisation de l'opération.

1.3 Opérations en devises

Les positions de change sont évaluées aux cours de change officiels de fin de période. Tous les actifs et passifs libellés en monnaies étrangères et figurant au bilan sont donc évalués aux cours de change officiels en vigueur à la clôture de l'exercice. Les gains ou pertes de change latents ou définitifs, sont constatés à la fin de chaque période au compte de résultat en contrepartie des comptes de contre-valeur de position de change.

1.4 Crédits à la clientèle

Les crédits à la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les banques et établissements financiers et sont ventilés en fonction de leur nature et de leur échéance conformément aux instructions du Plan Comptable Bancaire (PCB). Ils sont inscrits au bilan à leur valeur nominale.

Les crédits pour lesquels la Banque estime qu'il existe un risque de voir les débiteurs dans l'impossibilité d'honorer tout ou partie de leurs engagements, donnent lieu, par le débit du compte de résultat, à la constitution de provisions pour créances douteuses appréciées par dossier et compte tenu des garanties détenues.

La Banque applique notamment les dispositions de l'instruction du PCB n° 94-05 relative à la comptabilisation et au provisionnement des engagements en souffrance, modifié par le dispositif prudentiel applicable aux banques et aux établissements financiers de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UWOA) depuis le 1er janvier 2000. Les engagements en souffrance comprennent :

- Les créances impayées : échéances impayées depuis six mois au plus et n'ayant pas fait l'objet de prorogation de terme ou de renouvellement ;
- Les créances immobilisées : échéances impayées depuis six mois au plus et dont le remboursement, sans être compromis, ne peut être effectué par le débiteur en raison d'obstacles indépendants de sa volonté ;
- Les créances douteuses ou litigieuses : créances échues ou non, présentant un risque probable ou certain de non recouvrement partiel ou total.

LES ANNEXES AUX COMPTES 2012

Les provisions pour créances douteuses couvrant des risques inscrits à l'actif du bilan sont affectées en déduction des actifs concernés.

Les provisions sont enregistrées au passif du bilan lorsqu'elles concernent des engagements par signature douteux

1.5 Portefeuille – titres

Le terme «titres» recouvre les titres de créances négociables (notamment les bons du Trésor et les autres titres d'État négociables), les obligations et les autres valeurs mobilières dites à revenu fixe, les actions et les autres titres à revenu variable.

Conformément à l'instruction n° 94-10 du PCB relative à la comptabilisation et à l'évaluation des titres, la Banque classe les titres qu'elle détient en portefeuille dans les catégories suivantes :

- Les titres de placement qui sont enregistrés à l'actif du bilan dans les comptes d'opérations sur titres ;
- Les titres qui sont enregistrés dans les comptes de valeurs immobilisées à l'actif du bilan comprennent les parts dans les entreprises liées, les titres de participation, les titres immobilisés de l'activité de portefeuille et les titres d'investissement.

Les titres sont comptabilisés au prix d'achat à la date de leur acquisition. À l'arrêté, les titres de placement sont évalués à leur valeur probable de négociation et les moins-values latentes sont enregistrées au compte de résultat. Les autres catégories de titres sont évaluées à l'arrêté à la valeur la plus basse entre le coût d'acquisition et la valeur d'usage.

1.6 Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'achat et amorties selon le mode linéaire sur la durée probable d'utilisation.

Les taux d'amortissement pratiqués sont les suivants :

- Frais d'établissement	50,00 %
- Logiciels	33,33 %
- Mobilier	12,50 %
- Matériel de bureau	12,50 %
- Matériel de transport	33,33 %
- Agencements, installations	12,50 %
- Matériel informatique	33,33 %

1.7 Provision réglementée

Le montant de cette rubrique correspond à la provision forfaitaire pour risques afférents aux opérations de crédit à moyen et long terme.

Le montant de la dotation annuelle aux provisions fiscalement déductible est égal à 5 % du bénéfice comptable et le montant global de la provision ne peut excéder 5 % du montant total de l'encours des crédits à long et moyen terme.

Aucune provision réglementée n'est enregistrée dans les livres de la BICICI au 31 décembre 2012.

LES ANNEXES AUX COMPTES 2012

1.8 Provisions pour risques bancaires généraux

Ce poste enregistre le montant que l'établissement décide d'affecter à la couverture de risques généraux, lorsque des raisons de prudence l'imposent. Il sert à couvrir :

- le risque de crédit ou sectoriel non clairement identifié et dont la probabilité de survenance n'est pas tout à fait établie
- les autres risques bancaires généraux :
 - le risque de taux général et de change
 - les risques pays (événements politiques et sociaux, etc...)
 - les risques opérationnels (défaillance des systèmes informatiques, comptables, les fraudes, etc...)
 - et plus généralement tous les risques à l'exclusion du risque spécifique de crédit

Cette rubrique, dans les livres de la BICICI enregistre au 31 décembre 2012, un montant de 5.278.349.050 FCFA, calculé sur la base d'un pourcentage des encours de crédits sains hors souverains.

Précédemment fixé à 3%, ce taux a été modifié à 2,5% pour tenir compte :

- d'un environnement qui s'est amélioré en 2012 (sécurité juridique et des personnes, environnement économique, etc...)
- de l'amélioration de la note souveraine de l'Etat de Côte d'Ivoire
- de l'amélioration du risque opérationnel
- d'une convergence vers les pratiques des autres filiales du groupe

Cette évolution du taux d'estimation a engendré une reprise de 368 137 762 FCFA au 31 décembre 2012.

La détermination du montant du FRBG restera toujours un pourcentage des encours sains Corporate et Retail de la Banque hors souverain marquant ainsi une permanence dans la méthode.

Le FRBG ainsi constitué sera utilisé au cours des exercices suivants pour couvrir la concrétisation des risques généraux, tels que définis supra.

1.9 Provisions pour départ à la retraite

Ce poste enregistre les sommes que l'établissement prévoit de payer à ses salariés à la date de leur retraite. Elles ont été calculées selon la méthode actuarielle.

Elles ont été l'objet d'externalisation car la gestion a été confiée à un Assureur de la place.

LES ANNEXES AUX COMPTES 2012

2 COMPLÉMENTS D'INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN, AU HORS BILAN ET AU COMPTE DE RÉSULTAT

2.1 Caisses

Cette rubrique d'un montant total de 9 487 millions FCFA au 31 décembre 2012 s'analyse comme suit :

LIBELLES	31/12/2012
Contre valeur de la caisse FCFA en millions de FCFA	8 709
Contre valeur de la caisse EURO en millions de FCFA	485
Contre valeur de la caisse CHF en millions de FCFA	67
Contre valeur de la caisse GBP en millions de FCFA	27
Contre valeur de la caisse USD en millions de FCFA	199
TOTAL	9 487

2.2 Créances interbancaires

Cette rubrique s'analyse comme suit, en millions de FCFA :

LIBELLES	31/12/2012
BCEAO	69 505
Banques de la Zone EURO	21 487
GROUPE BNP PARIBAS	
BNP DG AGENCE PARIS INVES	951
BNP DG EURO	6 647
BNP GARANTIE OCD	13 850
BNP NEW-YORK	39
Autres établissements de crédit	2 804
SAFCA	2 804
Autres	0
CRÉANCES EN SOUFFRANCE	-
TOTAL	93 797

LES ANNEXES AUX COMPTES 2012

2.3 Créances sur la clientèle

Les créances sur la clientèle se détaillent comme suit, en millions de FCFA :

LIBELLES	31/12/2012
CRÉANCES SAINES SUR LA CLIENTÈLE	229 033
•Portefeuille d'effets comm.	1 719
Crédits de campagne	0
Crédits ordinaires	1 719
Autres crédits a court terme	68 819
•Crédits de campagne	5 849
Crédits ordinaires	62 970
•Comptes ordinaires débiteurs	68 980
•Crédits à moyen terme	85 502
•Crédits à long terme	4 013
CRÉANCES EN SOUFFRANCE NETTES	3 381
Valeurs brutes	31 673
Créances impayées ou immobilisées	476
Créances douteuses ou litigieuses	31 197
Provisions	28 292
Créances impayées ou immobilisées	0
Créances douteuses ou litigieuses	28 292
TOTAL	232 414

2.4 Titres de placement

Les créances sur la clientèle se détaillent comme suit, en millions de FCFA :

LIBELLES	Solde au 31/12/2011	Acquisitions	Sorties	Provisions	Solde au 31/12/2012
Obligations SFI 2006-2011	0	0	0	0	0
Obligations BOAD	6 600	0	300	0	6 300
Obligations TPCI Etat de Cote-d'Ivoire	14 400	5 000	1 000	0	18 400
Obligations AFD	596	0	0	6	590
Obligations Etat du Sénégal	2 500	1 150	978	0	2 672
Bons trésor Etat de Côte-d'Ivoire	1 775	0	842	0	933
Bons trésor Etat du Burkina Faso	0	6 750	5 000	0	1 750
Bons trésor Etat du Bénin	0	2 500	0	0	2 500
Bons trésor Etat du Sénégal	0	3 500	0	0	3 500
TOTAL	25 871	18 900	8 120	6	36 645

LES ANNEXES AUX COMPTES 2012

2.5 Immobilisations financières

Les immobilisations financières se détaillent comme suit, en millions de FCFA :

LIBELLES	Solde au 31/12/2011	Acquisitions	Sorties	Provisions	Solde au 31/12/2012
TITRES D'ENTREPRISES LIÉES	350	0	0	0	350
Actions BICI-bourse	350				350
TITRES DE PARTICIPATION	537	0	0	336	201
Actions holding Banque de Solidarité	6			6	0
CRRH	133				133
MICROCRED	328			328	0
Parts GIM-UEMOA	15				15
Action SIPRA	53				53
Souscription CAPITAL SCIE	2			2	0
TITRES DE TRANSACTIONS (ATDLT)	165	0	6	-3	161
Titres immobilisés	36	0	6	0	30
Actions CAPRAL	2				2
Actions SOCIM	5				5
Actions AEROPORT	6		6		0
Actions GARI	10				10
Actions EQUIPE BAIL	13				13
TIAP non coté	128	0	0	-3	131
IPS CI	128				128
SICOGI	0			-1	1
HOTEL IBIS	0			-2	2
TIAP COTE	0	0	0	0	0
TITRES D'INVESTISSEMENT OBLIGATIONS-TITRES	819	0	0	0	819
Obligations-titres d'investissement	819	0	0	0	819
Obligations RCI	781				781
Obligations SPECIAL FNI	38				38
Autres titres d'investissements	0	0	0	0	0
Titres PASFI CAA	0				0
TOTAL	1 871	0	6	333	1 531

LES ANNEXES AUX COMPTES 2012

TABEAU DE VARIATION DES IMMOBILISATIONS DE L'EXERCICE 2012

2.6 Immobilisations corporelles et incorporelles

Les mouvements de l'exercice sur les comptes d'immobilisations brutes corporelles et incorporelles s'analysent comme suit, en FCFA :

COMPTES ET RUBRIQUES	VALEUR AU 31 12 2011	ACQUISITION 2012	CESSION COMPTA		MONTANT FIGURANT CESSION COMPTA		RECLASSEMENT		VALEUR AU 31 12 2012 AVANT INVENTAIRE	IMMOBILISATION NE FIGURANT PAS DANS DELTA	RECLASSEMENT
			2012 AVANT INVENTAIRE	EN COMPTA MAIS PAS DANS DELTA	ECART NEGATIF JUSTIFIE	AVANT INVENTAIRE					
FRAIS & VALEURS INCORPORELS											
944111 515 Droit au bail	16 000 000							16 000 000			
944112 520 Fonds de comm	510 000 000							510 000 000	500 000 000		
944120 070 Frais d'établissement	28 446 900							28 446 900			
944120 050 Fr modif capital								0			
944130 085 Logiciel	5 568 869 590	54 358 616	209 487 149					5 413 741 057			
944130 150 Autres immo inc	219 088 150							219 088 150			
944136 100 Logiciel crédit-bail	56 479 835							56 479 835	56 479 835		
SOUS TOTAL	6 398 884 475	54 358 616	209 487 149					6 243 755 942	556 479 835		
IMMEUBLES MAT & MOB HORS EXPLOITATION											
945210 110 Terrains	8 049 399	11 000 000						19 049 399			
945210 132 Imm rapport								0			
945410 330 Imm saisis clt	114 886 976							114 886 976			
SOUS TOTAL	122 936 375	11 000 000	0					133 936 375	0		
IMMEUBLES MAT & MOB D'EXPLOITATION											
944210 110 Terrains exploitation	661 389 154	40 000 000						701 389 154		-751 383 466	
944210 120 Imm administratif	10 518 818 192	7 498 014				751 383 466	11 277 699 672				
944210 125 Logt personnel	497 251 395	1 500 000					498 751 395				
944210 130 Mat transport	653 717 586	238 459 011	134 283 893				757 892 704				
944210 140 Mobilier bureau	1 323 381 219	174 490 709		703 545			1 498 575 473				
944210 145 Mat technique	3 780 907 535	361 351 699			-35 315 546		4 106 943 688				
944210 148 Equip logt foncion	760 081 565	54 181 545					814 263 110				
944210 150 Inst technique	2 974 181 104	110 755 406	5 973 349				3 078 963 161				
944210 160 Mat sécurité	405 886 098	271 436 194					677 322 292				
944210 170 AAI	9 443 231 909	1 696 110 350				-751 383 466	10 387 958 793		751 383 466		
944210 180 Mat informatique	2 010 317 321	612 102 961		2 358 004			2 624 778 286				
944211 000 Bureaux Seme étage	74 830 500	74 830 500					74 830 500		-74 830 500		
944213 000 Matériel roulant	9 721 000						9 721 000		-9 721 000		
944214 000 Mobilier de bur cb	3 918 670						3 918 670		-3 918 670		
44215 000 Matériel de bureau	71 826 235						71 826 235		-71 826 235		
44216 000 Aai bureau	23 424 755						23 424 755		-23 424 755		
SOUS TOTAL	33 212 884 238	3 567 885 889	140 257 242	3 061 549	-35 315 546	0	36 608 258 888	-183 721 160	0		
TOTAL	39 734 705 088	3 633 244 505	349 744 391	3 061 549	-35 315 546	0	42 985 951 205	372 758 675	0		

LES ANNEXES AUX COMPTES 2012

TABEAU DE VARIATION DES IMMOBILISATIONS DE L'EXERCICE 2012

ÉCART BALANCE-DELTA									
EXERCICE ANTERIEUR (2011)	ÉCART BA- LANCE-DELTA 2012	DELTA IMMOB AU 31 12 2012 AVANT INVENTAIRE	REPRISE DE CESSION	INTÉGRATION VALEURS	MMO N°17268 UTILISÉE DANS INVENTAIRE	CORRECTION DE VALEUR	SORTIES EXERCICE INVENTAIRE	RECLASSEMENT SUITE INVENTAIRE	VALEUR AU 31 12 2012
		16 000 000							16 000 000
		10 000 000		500 000 000					510 000 000
		28 446 900							28 446 900
		0							0
		5 413 741 057					-131 156 768	-64 841 500	5 217 742 789
		219 088 150					-72 872 750		146 215 400
		0							0
		5 687 276 107		500 000 000			-204 029 518	-64 841 500	5 918 405 089
		19 049 399							19 049 399
		0							0
		114 886 976							114 886 976
		133 936 375		0			0	0	133 936 375
-145 600 000		555 789 154		145 600 000			-15 210 539	-40 000 000	646 178 615
-153 546 387	-7 498 014	10 365 271 805	13 770 441	74 830 500			-72 816 489	1 390 142 907	11 771 199 164
-102 625 000		396 126 395		102 625 000			-1 665 615	-41 065 232	456 020 548
	-53 516 613	704 376 091	75 786 257				-52 799 026	22 880 001	750 243 323
-118 800	-703 545	1 497 753 128	5 559 830	435 946		2 155 315	-359 144 323	-69 047 453	1 077 712 443
265 000	35 315 546	4 142 524 234	948 800	4 100 000			-1 307 515 354	-2 280 307 594	559 750 086
-2 300 720		811 962 390	170 000	18 593 568			-307 287 687	-285 355 684	238 082 587
	5 973 349	3 084 936 510	3 037 442	2 604 309			-591 975 344	1 147 399 139	3 646 002 056
-43 994 986		633 327 306	22 880 001	9 792 000			-66 973 956	404 714 488	1 003 739 839
67 016 613		11 206 358 872	910 000	23 424 755		4 424 453	-209 993 812	-787 158 549	10 237 965 719
-27 929 018	-293 555 452	2 303 293 816	2 311 731	1 351 100	243 193 425		-316 846 499	602 639 477	2 835 943 050
		0							0
		0							0
		0							0
		0							0
		0							0
		0							0
-408 833 298	-313 984 729	35 701 719 701	125 374 502	383 357 178	243 193 425	6 579 768	-3 302 228 644	64 841 500	33 222 837 430
-408 833 298	-313 984 729	41 522 932 183	125 374 502	883 357 178	243 193 425	6 579 768	-3 506 258 162	0	39 275 178 894

LES ANNEXES AUX COMPTES 2012

2.7 Autres Actifs

La rubrique des autres actifs se décompose comme suit en millions de FCFA :

LIBELLES	31/12/2011	31/12/2012	VARIATION
Créances rattachées	1 818	1 663	-155
Valeurs non imputées	0	0	0
Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	805	891	86
Crédits ordinaires	35	47	12
Valeurs à rejeter	0	0	0
Dépôts et cautionnements	70	107	37
Comptes de stock	4	6	2
Cb créances douteuses litigieuses	0	43	43
TOTAL	2 732	2 757	25

2.8 Comptes d'ordre et divers actifs

Les comptes d'ordre et divers actifs se décomposent comme suit en millions de FCFA :

LIBELLES	31/12/2011	31/12/2012	VARIATION
Comptes de liaison	5 302	12 765	7 463
Comptes de différence de conversion	20	0	-20
Comptes de régularisation	554	536	-18
Divers	598	1 412	814
TOTAL	6 474	14 713	8 239

2.9 Dettes interbancaires

Cette rubrique s'analyse comme suit, en millions de FCFA :

LIBELLES	31/12/2011	31/12/2012	VARIATION
Comptes lori-bq locales & corres	968	1 429	461
Dépôts de garantie reçus	197	186	-11
Emprunts à terme	4 000	4 000	0
TOTAL	5 165	5 615	450

LES ANNEXES AUX COMPTES 2012

2.10 Dettes à l'égard de la clientèle

LIBELLES	31/12/2011	31/12/2012	VARIATION
Comptes d'épargne à vue	89 588	93 281	3 693
Comptes d'épargne à terme	15 424	15 918	494
Bons de caisse	500	500	0
Autres dettes à vue	149 349	183 160	33 811
Autres dettes à terme	54 345	61 097	6 752
TOTAL	309 206	353 956	44 750

Les dettes à l'égard de la clientèle se répartissent dans le temps comme suit :

LIBELLES	D<= 6 MOIS	6M<D<=2 ANS	2 A<D<=5A	5 A<D<=10 A
Dettes interbancaires	1 615	0	0	4 000
-Comptes ordinaires créditeurs	1 429	0	0	
-Autres comptes de dépôts créditeurs	186	0	0	
-Comptes d'emprunts	0	0	0	4 000
Dettes à l'égard de la clientèle	315 507	9 873	23 686	4 891
-Comptes ordinaires créditeurs	180 018	0	0	
- Dépôts a terme reçus	20 005	4 904	19 678	3 144
-Comptes d'épargne sur livrets	93 280	0	0	
-Comptes d'épargne - logement	4 762	3 116	1 639	0
-Autres comptes d'épargne	2 496	1 618	819	1 469
-Dépôts de garantie reçus	11 263	235	1 550	278
-Autres dépôts	41	0	0	0
-Bons de caisse	500	0	0	
-Autres sommes dues	3 142	0	0	
TOTAL	317 573	9 873	23 686	8 891

2.11 Autres passifs

Le détail de ce poste se présente comme suit, en millions CFA :

LIBELLES	31/12/2011	31/12/2012	VARIATION
Dettes rattachées	1 998	2 403	405
Créditeurs divers	4 254	2 630	-1 624
Comptes de valeurs à imputer	11 984	724	-11 260
Autres sommes dues	407	451	44
TOTAL	18 643	6 208	-12 435

LES ANNEXES AUX COMPTES 2012

2.12 Comptes d'ordre et divers passifs

Le détail de ce poste se présente comme suit, en millions de CFA :

LIBELLES	31/12/2011	31/12/2012	VARIATION
Comptes d'attente passif	1 213	-143	-1 356
Comptes de regul passif	3 619	3 155	-464
TOTAL	4 832	3 012	-1 901

OU

LIBELLES	31/12/2012
Comptes d'attente passif	-143
Produits constatés d'avance	819
Charges à payer	2 336
TOTAL	3 012

2.13 Fonds propres et assimilés

Les fonds propres et assimilés évoluent comme suit en millions de FCFA :

LIBELLES	31/12/2011	31/12/2012	VARIATION
Provision pour risques et charges	5 004	2 994	-2 010
Provision /risques bancaires généraux	5 646	5 278	- 368
Capital	16 667	16 667	0
Primes liées au capital	1 853	1 853	0
Réserves	13 791	14 129	338
Écarts à réévaluation	0	0	0
Report à nouveau (+/-)	37	36	-1
Résultat de l'exercice (+/-)	2 254	5 234	2 980
TOTAL	45 252	46 191	939

ET

LIBELLES	31/12/2011	Augmentation	Diminution	31/12/12
Provision pour risques et charges	5 004	1 395	3 405	2 994
Provision /risques bancaires généraux	5 646	0	368	5 278
Capital	16 667	0	0	16 667
Primes liées au capital	1 853	0	0	1 853
Réserves	13 791	338	0	14 129
Écarts a réévaluation	0	0	0	0
Report a nouveau (+/-)	37	0	1	36
Résultat de l'exercice (+/-)	2 254	2 980	0	5 234
TOTAL PRODUITS	45 252	4 713	3 774	46 191

LES ANNEXES AUX COMPTES 2012

2.14 Engagements hors bilan

Les engagements hors bilan ont évolué comme suit, en millions de FCFA :

LIBELLES	31/12/2011	31/12/2012	VARIATION
Engagements donnés			
Engagements de financement faveur clientèle	7 284	7 965	681
Engagements de garanties faveur Ets de crédit	0	14	14
Engagements de garanties faveur clientèle	33 513	41 705	8 192
TOTAL	40 797	49 684	8 887

LIBELLES	31/12/2011	31/12/2012	VARIATION
Engagements reçus			
Engagements de garanties reçus Ets de crédit	28 724	0	-28 724
Engagements de garanties reçus clientèle	73 447	122 181	48 734
TOTAL	102 171	122 181	20 010

2.15 Intérêts et produits assimilés

Les intérêts et produits assimilés s'établissent comme suit en millions de FCFA :

-Intérêts et Produits Assimilés sur Créances interbancaires :	405
-Intérêts et Produits Assimilés sur Créances sur la clientèle :	17 364
-Autres Intérêts et Produits Assimilés :	21

2.16 Commissions et produits sur opérations financières

2.16.1 Commissions

D'un montant net en millions de FCFA 8 277, ils se décomposent comme suit :

-Commissions (produits) :	8 636
-Commissions (charges) :	- 359

2.16.2 Produits sur opérations financières

Ils se sont élevés à millions de FCFA 4 049, et se décomposent comme suit :

-Produits sur Titres de Placement (emprunts obligataires et bons du trésor de Côte d'Ivoire, Sénégal, SFI, BOAD, AFD) :	1 790
-Dividendes et Produits Assimilés (BICI, Bourse, AERIA, BRINKS, SIPRA, SONATEL, NESTLÉ, SOCIM, CANAL HORIZON) :	377
-Produits sur Opérations de Change :	1 048
-Produits sur Opérations de Hors Bilan :	834

LES ANNEXES AUX COMPTES 2012

2.17 Divers produits d'exploitation

D'un montant net de millions de 1 905 FCFA, ils sont composés de produits pour millions de FCFA 1 920 et de charges pour millions de FCFA 15.

Les produits se déclinent comme ci-dessous :

- Produits sur les moyens de paiement : millions FCFA 1 299
 - Autres produits sur prestations de services financiers : millions FCFA 593
 - Divers produits d'exploitation : millions FCFA 28
- Les charges sont constituées essentiellement de :
- Charges diverses (divers déficits de caisse) : millions FCFA 15

2.18 Profits sur exercices antérieurs et produits exceptionnels

Les profits sur exercices antérieurs : millions de FCFA 894, sont composés essentiellement de diverses récupérations d'intérêts ayant trait aux exercices précédents pour millions de FCFA 226 ; et de régularisation de charges pour millions de FCFA 625

Les produits exceptionnels, d'un montant de millions de FCFA 931 se composent essentiellement de divers profits hors exploitations, dont le plus significatif réalisé à l'occasion de l'inventaire des immobilisations pour un montant de 773 millions FCFA.

De même, les charges exceptionnelles (millions de FCFA 211) sont composées pour l'essentiel par des " vols et détournement " de millions de FCFA 148.

2.19 Intérêts et charges assimilées

Les intérêts et charges assimilées se détaillent comme suit en millions de FCFA :

- Intérêts et Charges Assimilées sur Dettes interbancaires : 199
- Intérêts et Charges Assimilées sur Dettes de la clientèle : 5 436

2.20 Frais généraux d'exploitation

Les frais généraux d'exploitation se détaillent en millions de FCFA comme suit :

- Frais de Personnel (hors taxes sur salaires) : 7 618
 - Dont Salaires et traitements : 6 026
 - Dont charges sociales : 1 592
- Autres Frais Généraux : 13 461

2.21 Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations

- Dotation /Immobilisations incorporelles : 697
- Dotation/immobilisations corporelles : 1 695
- Dotation/immobilisations corporelles HE : 9

2.22 Reprises d'amortissements et provisions

Les frais généraux d'exploitation se détaillent en millions de FCFA comme suit :

Reprise d'amortissement sur immobilisations : 203

2.23 Solde en bénéfice des corrections de valeurs sur créances et du hors bilan

Ce solde net de millions de FCFA 572 se décompose comme suit :

2.231 Dotations aux provisions :

millions de FCFA 2 214,
Dotation aux provisions sur clientèle des particuliers : 1 233
Dotation aux provisions sur clientèle des entreprises : 981

2.232 Pertes sur créances irrécupérables

millions de FCFA 3 035
Pertes / créances couvertes par provisions : 2 643
Pertes / créances non couvertes par provisions : 392

2.233 Dotations pour dépréciation des autres éléments d'actifs et pour autres risques et charges

1 037 millions de FCFA
Elles se décomposent des diverses provisions suivantes :
CFA 328 millions sur le titre MICROCRED ; d'engagements par signature
170 millions de FCFA et de divers dossiers en justice pour le reste.

2.234 Reprises de provisions

Les reprises de provisions sur créances douteuses et litigieuses (4 127 millions de FCFA) se détaillent comme suit :
Reprises sur créances douteuses couvertes par provisions : FCFA 2 643
Réintégration de provisions : FCFA 1 484 (970 pour la clientèle des particuliers et FCFA 514 pour la clientèle entreprises)

2.235 Reprises de provisions pour risques et charges et autres reprises

D'un montant de FCFA 2 730 millions ; elles se composent essentiellement d'une reprise de provisions pour indemnité de fin de carrière FCFA 2 248 millions, suite à la gestion de ces engagements par un assureur.

2.24 Excédent des reprises sur les dotations du fonds pour risques bancaires généraux

D'un montant de FCFA 368 millions, il fait suite à la révision du taux d'estimation du FRBG qui est passé de 3 % à 2,5 %

2.25 Impôts sur le bénéfice

Ils se sont élevés à millions de FCFA 194, après application d'un taux de 25 % sur le bénéfice fiscal.



BNP PARIBAS | La banque d'un monde qui change

bnpparibas.com

Un réseau
international
d'experts
financiers à
votre service

**Votre réussite est
notre mission**



BICIAB - BICICI - BICIGUI - BICIM - BICIS
Depuis des décennies, nous accompagnons des milliers d'entreprises
en Afrique en mettant à leur disposition des solutions de financement
innovantes et notre réseau mondial d'experts financiers.

BANQUE INTERNATIONALE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE DE LA CÔTE D'IVOIRE
Siège social : avenue Franchet d'Esperey - 01 BP 1298, Abidjan 01, Côte d'Ivoire
Tel. : +225 20 24 24 24 - Fax : +225 20 20 17 00

ADA Group. RCS Abidjan. CI - ABI 2011-8-7522



BICICI
GROUPE BNP PARIBAS

| La banque d'un monde qui change